

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES FIGURES	iv
LISTE DES ABREVIATIONS: SIGLES ET ACRONYMES	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SOUBASSEMENTS THEORIQUES A L'INDUSTRIALISATION.....	1
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS SUR L'INDUSTRIALISATION	3
Section 1 : Quelques définitions	3
Section 2 : Notion sur le développement	4
Section 3 : Origines.....	5
CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE	8
CHAPITRE III: THEORIES RELATIVES SUR L'INDUSTRIALISATION	14
Section 1 : Les théories sur l'industrialisation	14
Section 2 : Les théories de la croissance.....	19
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'INDUSRTIE A MADAGASCAR	3
CHAPITRE IV : RESULTATS SUR L'INDUSTRIE	23
Section 1 : Etats de lieu de l'économie à Madagascar	23
Section 2 : Analyse de l'industrie malagasy	26
Section 3 : Industrie-agriculture.....	30
Section 4 : Le rôle de l'Etat	33
CHAPITRE V : DISCUSSIONS	37
Section 1 : Par rapport aux théories	37
Section 2 : Par rapport au revue	39
CHAPITRE VI : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	41
CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE	vii
TABLE DES MATIERES	x

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon la forme juridique de 2007 jusqu'en Novembre 2017	23
Tableau 2: Evolution de grands agrégats économiques de Madagascar de 2010 à 2014.....	25
Tableau 3 : Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon Province d'implantation de 2007 jusqu'en Novembre 2017	26
Tableau 4 : Répartition des entreprises par province et par forme juridique	27
Tableau 5: Taux de croissance de la production industrielle par branche.....	29
Tableau 6: Principales productions agricoles	32

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar jusqu'en Novembre 2017	24
Figure 2: Pourcentage des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon la forme juridique en Novembre 2017	28

LISTE DES ABREVIATIONS: SIGLES ET ACRONYMES

AGOA	:	African Growth Opportunity Act (Loi Américaine sur les opportunités et la croissance en Afrique)
AMF	:	Accord Multi-Fibre
ANDI	:	Agence Nationale du Développement Industriel
API	:	Automate Programmable Industriel
BTP	:	Bâtiments Travaux Publics
CAADP	:	Comprehensive African Agriculture Development Programme
CREM	:	Cercle de Réflexion des Economistes de Madagascar
CTM	:	Conférence des Travailleurs de Madagascar
DES	:	Direction des Etudes Statistiques
DGGFPE	:	Direction Générale de la Gestion Financière du Personnel de l'Etat
DGI	:	Direction Générale de l'Industrie
EDBM	:	Economic Development Board of Madagascar (Conseil de développement économique de Madagascar)
EI	:	Entreprises Individuelles
EURL	:	Entreprises Unipersonnelles à Responsabilité Limitée
FES	:	Friedrich-Ebert-Stiftung
FIVMPAMA	:	Fivondronan'ny Mpandrahahara Malagasy (Groupement des Entrepreneurs Malagasy)
FNDI	:	Fonds National pour le Développement Industriel
IDH	:	Indice de Développement Humain
INSTAT	:	Institut National de la Statistique
LDIM	:	Loi sur le Développement Industriel de Madagascar
IDE	:	Investissement Direct Etranger
MAEP:	:	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de Pêche
MFB	:	Ministère des Finances et du Budget
MIDSP	:	Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé
NEDAP-UA	:	Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique de l'Union Africaine
NPI	:	Nouveaux Pays Industrialisés
PD	:	Pays Développés

PDDAA	:	Programme Détailé pour le Développement de l'Agriculture Africaine
PED	:	Pays en Voie de Développement
PGE	:	Politique Générale de l'Etat
PIB	:	Produit Intérieur Brut
PND	:	Politique Nationale pour le Développement
PNIAEP	:	Programme National d'Investissements Agriculture, Elevage, Pêche
PPA	:	Parité de Pouvoir d'Achat
PSA	:	Plan Sectoriel Agriculture
PSAEP	:	Plan Sectoriel Agriculture Elevage Pêche
PTF	:	Partenaire Technique et Financier
SA	:	Société Anonyme
SARL	:	Société Anonyme à Responsabilité Limitée
SAU	:	Société Anonyme Unipersonnelle
SIM	:	Syndicat des Industries à Madagascar
SSM	:	Solidarité Syndicale de Madagascar
TIC	:	Technologies de l'Information et de la Communication
ZF	:	Zone Franche
ZII	:	Zones d'Investissement Industrielles

INTRODUCTION

L'industrialisation est un ensemble complexe, comprenant une croissance économique, une augmentation de la part de la production industrielle, un développement du machinisme et des changements sur l'organisation du travail. Le terme industrie désigne donc l'activité de transformation pure ainsi que tous les autres services constituant la chaîne d'approvisionnement qui relie l'exploitation agricole au consommateur en passant par la transformation, la vente en gros et au détail.

Ce processus s'étend du XVIIIème siècle au XXème siècle sur l'ensemble des pays industrialisés. Cette mutation apparaît dans un contexte particulier, et n'est pas sans avoir des répercussions sur l'économie et la société. La prédominance de la technique dans les sociétés modernes est si essentielle que faire l'histoire de l'industrialisation, c'est faire celle des progrès de la technique des deux derniers siècles. Dans les pays en voie de développement, y compris ceux d'Afrique, les industries ont tendance à être dominées.

Depuis plusieurs années d'industrialisation, Madagascar n'est pas l'exception en matière d'industrialisation par rapport à ses homologues Africains. Si d'autres pays ont réussi à renverser la tendance en mettant l'industrie comme principal moteur de croissance, le cas Malagasy affiche un bilan mitigé. Madagascar fait partie des pays en retard en matière d'industrialisation. Ceci est expliqué par le fait que les politiques (protection tarifaire élevée, politique commerciale non favorable au développement de l'industrie), les stratégies de développement et les actions de l'Etat pour asseoir le développement ne lui ont pas permis d'émerger et de faire de l'industrialisation un moteur de croissance économique. En effet, la politique et les orientations gouvernementales en faveur de l'industrialisation ont fluctué à chaque changement de régime.

D'autant plus qu'avec l'arrivée massive des pays émergeants mais aussi des pays en voie de développement de l'Afrique, les revenus des ménages augmentent de plus en plus. Par conséquent, il y a une grande opportunité dans le développement de ce secteur à Madagascar. La question se pose alors : **comment développer le secteur industriel malagasy ?**

Nous posons ainsi comme hypothèse les situations suivantes :

H₁ : par la transformation de la structure économique

H₂ : par le développement du secteur agricole

H₃ : par l'intervention de l'Etat

Pour faciliter l'analyse, nous avons délimité notre étude à la période depuis 2000 , pour ce qui est de la limite temporelle, cela pour avoir des données plus récentes et plus représentatives tout en disposant d'une période assez longue (ici 10 ans) pour analyser l'évolution des chiffres et apporter de meilleures interprétations.

Afin de répondre à ces questions posées plus haut et apporter des éléments de réponses à la problématique, la présente étude se divisera en deux grandes parties. La première partie sera consacrée aux soubassements théoriques à l'industrialisation. Elle sera développée en plusieurs chapitres. La deuxième partie sera donc consacrée à l'analyse empirique de l'industrie à Madagascar.

PARTIE I : SOUBASSEMENTS

THEORIQUES A

L'INDUSTRIALISATION

CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS SUR

L'INDUSTRIALISATION

Il est nécessaire de définir quelques mots, d'avoir une notion sur le développement et de savoir l'origine de toutes choses

SECTION 1 : Quelques définitions

On va définir les mots qui sont incontournables dans ce thème.

I.1.1. L'industrie

Le mot « industrie » vient du mot latin « industria » qui signifie activité, ingéniosité ou savoir-faire. Il est apparu en Europe Occidentale au XVème siècle, jusqu'au XXème siècle, qui ne signifiait pas seulement les activités économiques mais concernait aussi l'agriculture, les activités artisanales et manufacturières. L'industrie est l'ensemble des activités économiques ayant pour objet l'exploitation des richesses minérales et des sources d'énergie, la transformation des matières premières en produits fabriqués.

I.1.2. L'industrialisation

L'industrialisation est un processus de fabrication de produits manufacturés avec des techniques permettant une forte productivité du travail et qui regroupe les travailleurs dans des infrastructures constantes avec des horaires fixes et une réglementation stricte.

L'industrialisation est aussi un processus complexe qui permet d'appliquer à un secteur, à une branche de l'économie, des techniques et des procédés industriels qui apportent rationalisation et hausse de productivité selon Pierre Guillaumat. L'industrialisation du bâtiment est un facteur de productivité. Celle-ci a permis d'absorber ces dernières années la plupart des hausses de prix tenant aux conditions économiques et d'augmenter à coût égal les dimensions¹.

I.1.3. La consommation de masse

La Consommation de masse est née grâce aux gains de productivité qui ont permis des augmentations régulières de pouvoir d'achat et grâce au développement de la protection sociale, consommation qui est fondée sur l'équipement progressif des ménages en biens, notamment les biens durables.

¹ www.cnrtl.com consulté le 29 novembre 2017

Ces actions de consommation signifient que le niveau moyen de consommation est très élevé, puisque l'accès du plus grand nombre de consommateurs aux grands marchés, en particulier les marchés alimentaires (hypermarchés et supermarchés), est atteint, ce qui demeure le privilège des sociétés dont la quasi-totalité de la population a un niveau de consommation très élevé.

Le modèle américain de la consommation de masse est comme une production de masse et un système de vente de masse qui suppose une disponibilité toujours plus grande de biens dans une culture qui privilégie l'achat et la vente, le désir, le glamour et des identités souples et consuméristes.

I.1.4. La destruction créatrice

La destruction créatrice ou création destructrice désigne en économie le processus de disparition de secteurs d'activité conjointement à la création de nouvelles activités économiques. Étant le mouvement permanent de destructions d'activités liées aux anciennes innovations et de créations de nouvelles activités liées aux nouvelles innovations. Les éléments neufs vont remplacer les anciens. Cette expression est fortement associée à l'économiste Joseph Schumpeter².

I.1.5. Economie duale

L'économie duale est un modèle de l'économie du développement. Initialement, il s'applique aux sociétés où coexistent deux secteurs économiques, un traditionnel : agriculture de subsistance, artisanat et l'autre dit 'moderne' et lié au commerce national ou international (plantations, industries extractives).

Aujourd'hui, le terme s'applique aussi par extension aux économies en développement où le secteur formel n'arrive pas à créer d'emplois liés aux échanges économiques en nombre suffisant, ce qui maintient ou cause la naissance d'un ample secteur informel.

SECTION 2 : Notion sur le développement

Selon François PERROUX³ (1961) le développement : c'est « la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rende apte à faire croître cumulativement et durablement son produit réel et global ». Cette définition met l'accent sur le fait que la croissance économique est différente de ce qu'est le développement.

² Joseph Schumpeter (1951) *Capitalisme, socialisme et démocratie* Payot, édition française, p 106-107

³ François Perroux, *L'Economie des jeunes nations* », Tiers-Monde, 1963, pp 287-290
PND 2015-2019

De son point de vue donc « Le développement englobe des bouleversements plus grands que la simple croissance économique : le développement est par nature un phénomène qualitatif de transformation sociétale alors que la croissance économique est un phénomène quantitatif d'accumulation de richesse ». Alors, le but du développement doit être le progrès technique.

SECTION 3 : Origines

On va voir l'originalité de deux choses :

I.3.1. La division en trois (3) secteurs

Dès l'origine de la science économique, la division des activités économiques en groupes distincts est apparue utile ou nécessaire ; c'est pratiquement en effet une servitude inhérente à toute connaissance scientifique de diviser le domaine de la connaissance en éléments relativement homogènes sur lesquels porte successivement l'étude.

A cet égard, la division classique « production, distribution, consommation », ou la division keynésienne « biens d'investissements », « biens de consommation » apparaissent comme une division en « secteurs ». Mais aujourd'hui, l'on réserve généralement le terme de « secteurs » aux divisions de l'activité économique liées à l'étude de la population active.⁴

Le terme de secteurs n'est utilisé dans ce cas que pour des raisons de simplification de la classification des activités économiques. C'est seulement vers 1930 que le terme de secteur est entré dans la Science Economique, comme moyen d'explication de l'évolution de l'économie. L'initiative en revient à Allen-B. Fisher.⁵

I.3.2. La Révolution Industrielle

Avant d'utiliser le terme industrialisation, Adolphe Blanqui⁶ est un des premiers à utiliser le terme de Révolution industrielle en 1837 qui est fortement critiqué au siècle suivant. On qualifie d'industrialisation ou de première industrialisation, un phénomène continu d'augmentation de la production industrielle qui fonctionne de manière à peu près identique dans un ensemble de pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord entre la seconde moitié du XVIIIe siècle et la fin du XIXe siècle.

Plus précisément, elle désigne le processus historique du XIXe siècle qui fait basculer une société à dominante agraire et artisanale vers une société commerciale et industrielle, de manière plus ou moins rapide selon les pays et les régions.

⁴ www.actonis.fr consulté le 11 janvier 2018

⁵ Allen FISHER ,*The Clash of Progress and Security* (1935)

⁶ Adolphe Blanqui *Des classes ouvrières en France*, pendant l'année 1848, édition 1849, p.155

Cette transformation, tirée par le boom ferroviaire des années 1840, affecte profondément l'agriculture, l'économie, la politique, la société et l'environnement.

Les révolutions industrielles désignent aussi de grands cycles d'innovation qui ont profondément transformé non seulement la production industrielle et son organisation, mais aussi la dynamique économique dans son ensemble.

On en recense en général trois : la première débute dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, la deuxième apparaît à la fin du XIX^e et la troisième commence dans les années 1970. Mais une quatrième se déroulait sous nos yeux.

I.3.2.1. La première révolution du 1765

Cette première révolution se présente entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle. Elle marque l'apparition de la mécanisation qui dressera l'industrie en fondements de la structure économique de la société, se substituant à l'agriculture. L'accouplement de l'extraction massive de charbon et de l'invention de la machine à vapeur met à disposition une énergie nouvelle. Elle donnera l'impulsion première à tout le processus grâce au développement des réseaux ferroviaires et à l'accélération des échanges économiques, humains et matériels. Il y a aussi d'autres inventions majeures comme le métier à tisser ou les nouveaux savoir-faire en termes de métallurgie qui marque les premières ébauches des usines et des villes.

I.3.2.2. La seconde révolution industrielle du 1870

Près d'un siècle plus tard, à la fin du XIX^e donc, c'est une nouvelle fois l'apparition de sources d'énergie inédites. Elle attire une nouvelle avancée technologique comme l'électricité, le gaz et le pétrole. Par ailleurs, la sidérurgie se développe en se basant sur l'acier à mesure des demandes exponentielles qu'elle suscite. Et aussi, la chimie de synthèse se développe, produisant textiles artificiels, colorants et engrais. En effet, les moyens de communication sont révolutionnés par les inventions successives du télégraphe et du téléphone. Et pour les moyens de transports, l'automobile et l'avion apparaissent au début du XX^e siècle.

I.3.2.3. La troisième révolution industrielle du 1969

Près d'un siècle aussi plus tard une troisième révolution industrielle est apparue. Elle sera celle de l'avènement de l'électronique accompagné du transistor et du microprocesseur, mais aussi des télécommunications et de l'informatique.

Ces nouvelles technologies vont permettre la production de matériels miniaturisés et ouvriront des portes pour la recherche spatiale et de la biotechnologie. Pour l'industrie, cette révolution marque l'ère de l'automatisation poussée de la production permise par deux inventions majeures : l'automate – l'automate programmable industriel (API) – et le robot.

I.3.2.4. La quatrième révolution industrielle ou l'industrie 4.0

Sa genèse est à situer à l'aube du troisième millénaire avec l'apparition d'Internet. Elle n'est pas l'émergence d'une nouvelle énergie mais dans le potentiel d'un nouveau phénomène technologique : la numérisation. Une numérisation qui permit l'édification d'un nouveau monde, virtuel, où il est possible de piloter le monde physique. L'industrie d'aujourd'hui et surtout de demain tendent à connecter entre eux l'ensemble des moyens de production et de permettre leur interaction en temps réel. L'usine 4.0 rend possible la communication entre tous les différents acteurs et les objets connectés au sein d'une ligne de production grâce aux technologies de Cloud, de Big Data Analytics, de l'Internet Industriel des Objets...

Les applications pour le secteur industriel sont déjà nombreuses : maintenance prédictive, amélioration des prises de décision en temps réel, anticipation des stocks en fonction de l'avancement de la production, meilleure coordination entre les métiers, etc. Autant d'améliorations qui optimisent chaque jour un peu plus les outils de productions.

Demain, les usines 4.0 seront imbriquées dans des smart cities et pourvues par des énergies éoliennes, solaire ou géothermique.

Ces phénomènes trouvent leur origine dans des progrès technologiques majeurs qui essaient dans de très nombreux secteurs, comme la machine à vapeur pour la première, l'électricité pour la deuxième, les TIC pour la troisième, et la numérisation pour la quatrième.

CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE

Nous allons voir successivement dans ce chapitre les thèses et mémoires ayant déjà abordé ce thème :

En 2005, RAKOTONOMENJANAHARY Jean Didier ⁷ a présenté son mémoire de fin d'études et en posant comme problématique suivant : « l'industrialisation est-elle une voie vers l'avenir pour le développement économique dans les pays du Sud ? ». Son étude a permis de constater que comme les NPI, l'industrialisation est une voie vers l'avenir pour le développement dans les pays du Sud. Ce secteur est le secteur de base de la production nationale par l'accroissement du PIB.

En 2009, RAZAFINDRIANIAINA Minosoa Anjaratiana Elia ⁸ a soutenu son mémoire de fin d'études. Et elle pose la problématique : « pourquoi dans certains pays, l'industrialisation n'aboutit pas au développement économique alors qu'elle a apporté une richesse et prospérité pour les autres ? ». On en constate que l'industrialisation n'est pas un processus facilement réalisable. Elle requiert les conditions de stabilité macroéconomique, le développement technologique et l'innovation, le développement du capital humain, l'amélioration de l'environnement des affaires, les nouveaux investissements et l'intégration économique.

En 2010, ANJARASOA Faniry Hyacinthe ⁹ a présenté son mémoire de fin d'études en posant sa problématique : « si l'industrialisation se réalise par les stratégies industrielles, alors, les stratégies industrielles adoptées par les deux groupes de pays sont-elles la cause de la nette différence entre eux ? ». On en remarque que ces derniers sont vraiment les causes qui mènent au succès en appliquant l'avantage comparatif, mais il y a aussi les autres stratégies.

⁷ RAKOTONOMENJANAHARY Jean Didier, La place de l'industrie dans le développement économique des pays du sud : cas de Madagascar, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2004-2005, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, p. 59

⁸ RAZAFINDRIANIAINA Minosoa Anjaratiana Elia, Les enjeux économiques de l'industrialisation en Afrique subsaharienne : cas de Madagascar, Mémoire de groupe fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en Sciences Economiques, Année Universitaire : 2008-2009, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «DEVELOPPEMENT», p. 74

⁹ ANJARASOA Faniry Hyacinthe, Analyse comparative des stratégies industrielles asiatiques et africaines : cas de la chine et du Kenya, Mémoire Pour l'obtention du Diplôme de Maîtrises es-Sciences Economiques, Année universitaire : 2008-2009, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « MACROECONOMIE ET MODELISATION », p. 56

En 2010, RALEFOMANANA Narindra¹⁰ a soutenu son mémoire de fin d'études. Ses problématiques étaient : « de quelles manières la politique industrielle de Madagascar peut-elle renforcer son développement économique ? Et quelles en sont les limites au niveau du secteur industriel et sur l'ensemble de l'économie ? ». Cette étude a permis de constater que son développement économique peut être renforcé par l'accroissement du taux d'investissement et aussi de l'emploi en appliquant la politique industrielle. Mais l'économie malgache peut connaître une faible monétarisation et l'importation dans ce secteur a aussi augmenté.

En 2010, RAKOTOZAFY Rivo John Ronald¹¹ a soutenu son mémoire de fin d'étude en posant la question principale : « comment développer l'économie malgache par une croissance du secteur industriel ? ». Ces hypothèses sont vérifiées car on a pu constater que les investissements doivent être réglementés afin d'accorder la priorité aux branches d'activités les plus performantes et présentant l'effet d'entraînement le plus puissant.

En 2010, RASOLOFOMANANA Tsiry Nandrianina¹² a présenté son mémoire de fin d'étude en posant la question : « comment l'industrialisation contribuerait-elle au développement de Madagascar ? ». On remarque alors que le secteur industriel génère des effets d'entraînements et améliore le niveau de vie de la population.

En 2013, RATSIMIALAVAHOAKA Ranto Manoro¹³ présente son mémoire de fin d'étude en posant la question : « quels sont les facteurs qui influent sur le développement du secteur industriel dans les PED ? ».

¹⁰ RALEFOMANANA Narindra, Le rôle de la politique industrielle dans le processus de développement : cas de Madagascar », Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2009-2010, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « DEVELOPPEMENT », p. 65

¹¹ RAKOTOZAFY Rivo John Ronald, La croissance industrielle passage obligé pour le développement économique de Madagascar, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2009-2010, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « MACRO-ECONOMIE ET MODELISATION », p. 70

¹² RASOLOFOMANANA Tsiry Nandrianina, Industrialisation et développement, approche théorique et analyse empirique : cas de Madagascar, Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2009-2010, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « DEVELOPPEMENT ET ECONOMIE PUBLIQUE », p. 65

¹³ RATSIMIALAVAHOAKA Ranto Manoro, Le problème de l'industrialisation dans les pays en voie de développement : le cas de Madagascar », Mémoire de fin d'études en vue de l'obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2011-2012, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « ADMINISTRATION », p. 74

Son étude a permis de constater que l’industrialisation entraîne l’amélioration du niveau de PIB, l’entrée des devises, la création d’emplois entre autres.

En 2013, RAKOTONDRAMALA Andinirina¹⁴ a soutenu son mémoire de fin d’étude en posant la problématique suivant : « comment les activités industrielles contribuent-elles à la croissance économique d’un pays et qu’en est-il de l’industrialisation à Madagascar ? ». L’industrie peut exercer un effet d’entrainement puissant sur l’ensemble des activités, et aussi en créant de l’emploi et de la valeur ajouté. Comme à Madagascar, elle assure la grande part d’investissement et l’aide à se développer économiquement et socialement.

En 2014, RALITERA Ricky Christian¹⁵ soutient son mémoire de fin d’étude. Sa problématique est : « dans quelle mesure l’industrialisation contribue-t-elle vraiment à la croissance économique d’un pays, spécialement le cas de Madagascar ? ». On voit alors que des branches d’activités qui portent un taux de croissance positif et augmente la valeur ajouté.

En 2015, ANDRIANAIVO Jean François Tahina¹⁶ a présenté son mémoire de fin d’étude. L’auteur pose la question : « quelle est la place prise de l’industrialisation dans le processus de développement? Si c’est le cas quelle stratégie d’industrialisation adopter ? ». Son étude a permis de remarquer que l’industrialisation est une étape indispensable dans le processus de développement. Les différentes stratégies de développements employés sont l’industrialisation par substitutions à l’importation et l’industrialisation tournée vers l’exportation.

¹⁴ RAKOTONDRAMALA Andinirina, L’industrialisation et la croissance économique, Mémoire de fin d’études en vue de l’obtention du diplôme de Maîtrise ès Sciences – Economiques, Année Universitaire : 2011 – 2012, Université d’Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «MACROECONOMIE ET MODELISATION», p. 44

¹⁵ RALITERA Ricky Christian, Contribution de l’industrialisation a la croissance économique cas de Madagascar », Mémoire de fin d’étude pour l’obtention du Diplôme de Maitrise en Sciences Economiques, Année universitaire : 2012-2013, Université d’Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, p. 59

¹⁶ ANDRIANAIVO Jean François Tahina, Place de l’industrialisation dans le processus de développement cas de Madagascar, Mémoire pour l’obtention du Diplôme de Maîtrise- es-Sciences Economiques, année universitaire 2013-2014, Université d’Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option «DEVELOPPEMENT», p. 52

En 2016, RAJAOFERA Harindranto Ny Tiantsoa¹⁷ a soutenu son mémoire de fin d'étude. Sa problématique était : « quel processus d'industrialisation parvient-il à mener notre Pays vers le développement ? ». Ces hypothèses sont vérifiées car on en remarque que pour ce processus, l'Etat doit offrir un environnement propice au développement du secteur privé surtout avec le secteur agricole.

En 2016, FETY William Clifford¹⁸ présente son mémoire de fin d'étude en posant la question : « Quels sont alors les impacts de l'industrialisation sur le développement économique de Madagascar ? ». On constate alors que le développement du tissu industriel qui est encore insuffisant fait partie de ces impacts du développement économique.

En 2016, RAKOTOARIJAONA Tolotra Faniry¹⁹ a soutenu son mémoire de fin d'année. La question que l'auteur a posée est le suivant : « le passage par l'industrialisation est-il le modèle pertinent qui mène vers le véritable développement? ». Son étude a permis de répondre que cette voie mène vraiment vers le développement car beaucoup de pays l'ont suivi comme les NPI d'Asie qui se sont développés par le biais du développement industriel et aussi par l'appui de l'Etat.

En 2016, ANDRIANARANARIVO Hary Avotra Solofaniry²⁰ a soutenu son mémoire de fin d'étude en posant la problématique : « quelles stratégies les politiques d'industrialisation devraient pour permettre à Madagascar de sortir de son état de sous-développement ? ». On en remarque que ces politiques sont fondées sur l'import-substitution, les nationalisations, l'intégration nationale des facteurs de production, d'où ces hypothèses sont vérifiées.

¹⁷ RAJAOFERA Harindranto Ny Tiantsoa, L'industrie et le développement : cas de Madagascar, Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Année universitaire : 2014-2015, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «ADMINISTRATION», p. 46

¹⁸ FETY William Clifford L'industrialisation et le développement économique : cas de Madagascar, Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maitrise ès-Sciences Economiques, Année universitaire : 2014-2015, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «MACROECONOMIE ET MODELISATION», PROMOTION HARENA, p. 43

¹⁹ RAKOTOARIJAONA Tolotra Faniry L'industrialisation : un vecteur clé du développement (cas de Madagascar), Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du diplôme de maîtrise es-sciences économiques, Année universitaire : 2014-2015, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «MACROECONOMIE, MODELISATION ET FINANCE», p. 60

²⁰ ANDRIANARANARIVO Hary Avotra Solofaniry Processus d'industrialisation vus à travers l'industrie agroalimentaire : cas de Madagascar, Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maitrise ès-Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «MACROECONOMIE ET MODELISATION», p. 51

En 2016, RANDRIANARIFIDY Tina Henintsoa²¹ a présenté son mémoire de fin d'étude. Sa problématique était : « la promotion des petites industries est-elle une stratégie pouvant contribuer au développement économique du pays ? ». Son étude a montré que c'est sur le revenu des individus concernés que la promotion d'entreprise est une stratégie qui contribue le développement économique. Elle améliore donc la consommation de ces derniers.

En 2016, HANITRANOMENJANAHAARY Sitraka²² a soutenu son mémoire de fin d'étude le 22 Avril 2016. L'auteur a posé la question : « comment résoudre les problèmes et les blocages de l'industrialisation à Madagascar ? ». On a pu remarquer que l'Etat doit intervenir pour assurer la facilitation de la structure de l'économie.

En 2017, RAKOTOARIVONONA Sabrina Kanto²³ présente son mémoire de fin d'étude en posant la problématique : « quels sont les facteurs de blocages de l'industrialisation de Madagascar ? ». Son étude montre que ces blocages sont constitués par des carences structurelles qui ne favorisent pas l'industrialisation du pays. Et la production industrielle est limitée par des difficultés depuis l'approvisionnement de l'industrie à la commercialisation.

En 2017, RAMALAZAVELO Maurice Nicolas et al²⁴ ont soutenu ses mémoires de fin d'année. La question que les auteurs ont posée est : « quels sont les apports de l'industrie dans le développement des PED ? ». On a constaté que le secteur industriel entraîne une augmentation de la richesse qui perpétue la croissance et aussi une source d'externalité positive pour tous les autres secteurs. Elle augmente les rations des travailleurs.

²¹ RANDRIANARIFIDY Tina Henintsoa, Politique industrielle et développement à Madagascar, Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques, Année universitaire : 2014-2015, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «DEVELOPPEMENT ET ECONOMIE PUBLIQUE», p. 50

²² HANITRANOMENJANAHAARY Sitraka, Etudes sur les obstacles à l'industrialisation à Madagascar , Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise Es-Sciences Economique, année universitaire : 2014-2015, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «DEVELOPPEMENT ET ECONOMIE PUBLIQUE», PROMOTION HARENA, p. 59

²³ RAKOTOARIVONONA Sabrina Kanto, Industrialisation état des lieux et facteurs de blocage pour Madagascar, Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «DEVELOPPEMENT ET ECONOMIE PUBLIQUE», Promotion FANDRESENA, p. 52

²⁴ RAMALAZAVELO Maurice Nicolas et al, Industrialisation et Développement, Mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « ECONOMIE GENERALE », Promotion : TSIRESY, p. 61

En 2017, RANAIVOJAONA Tojoniaina Michael et al²⁵ ont soutenu leurs mémoires de fin d'année en posant la question : « comment les activités industrielles contribuent-elles à la croissance économique d'un pays et qu'en est-il de l'industrialisation à Madagascar ? ». Ses études ont permis de remarquer que ce secteur industriel exerce un effet d'entraînement et crée de l'emploi et de la valeur ajouté. Pour Madagascar, l'industrialisation développe l'économie et le social du pays.

En 2017, RANAIVOSON Vaninaha²⁶ a présenté son mémoire de fin d'étude et a posé la question: « y a-t-il des éléments de continuité ou de rupture dans la politique industrielle depuis 1960 ? ». Ces hypothèses sont vérifiées car on a pu constater que les codes des investissements et la dynamisation du secteur privé sont les éléments de continuité depuis 1960. Et la nationalisation des années 70 avec la politique d'investissement à outrance en sont les ruptures.

En 2017, RAKOTOMALALA Fanantenainirainy Mahandry²⁷ a présenté son mémoire de fin d'année. L'auteur a posé la question : « quelle est la place du secteur secondaire sur la croissance de Madagascar ? ». Son étude a permis de constater que le secteur secondaire est une place très importante dans la croissance de PIB. Et aussi, l'industrialisation est la seule issue pour sortir du sous-développement.

Ce qui différencie au revue de littérature sur le thème de l'industrialisation, nous avons eu l'occasion d'assister au signature de la charte pour la Construction d'une ALLIANCE POUR L'INDUSTRIALISATION DURABLE à Madagascar qui s'est tenue à Carlton le Mardi 05 décembre 2017 entre SIM, FIVMPAMA, SSM, CTM et CREM. C'est pourquoi, cette charte m'a aidé à confirmer mes recherches et d'où l'accomplissement du travail.

²⁵ RANAIVOJAONA Tojoniaina Michael et al, L'industrialisation et la croissance économique, Mémoire de groupe de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Licence en Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo Faculté DEGS Département Economie Option : « ECONOMIE GENERALE Promotion » : TSIRESY, p. 37

²⁶ RANAIVOSON Vaninaha, L'évolution de la politique industrielle de Madagascar depuis 1960 » Mémoire de fin d'étude pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : « DEVELOPPEMENT ET ECONOMIE PUBLIQUE», Promotion FANDRESENA, p. 45

²⁷ RAKOTOMALALA Fanantenainirainy Mahandry, La place de l'industrialisation dans le développement des PED, Mémoire de fin d'études pour l'obtention du Diplôme de Maîtrise en Sciences Economiques, Année universitaire : 2015-2016, Université d'Antananarivo, Faculté DEGS, Département Economie, Option : «ADMINISTRATION», Promotion FANDRESENA, p. 45

CHAPITRE III: THEORIES RELATIVES SUR L'INDUSTRIALISATION

Dans un premier temps, les contributions des différents auteurs sur l'industrialisation s'orientent sur l'apparition de l'industrialisation dans le processus de développement.

SECTION 1 : Les théories sur l'industrialisation

On va analyser quatre théories sur l'industrialisation.

III.1.1. Schumpeter et le rôle de l'entrepreneur

Joseph SCHUMPETER²⁸ (1942) fait du progrès industriel la clé du changement. : « L'impulsion fondamentale qui met et maintient en mouvement la machine capitaliste est imprimée par les nouveaux objets de la consommation, les nouvelles méthodes de production et de transport, les nouveaux marchés, les nouveaux types d'organisation industrielle – tous éléments créés par l'initiative capitaliste ». En d'autres termes, le progrès industriel est porté par des innovateurs qui cherchent à emporter le gros lot.

L'analyse schumpétérienne ne repose pas seulement sur le progrès technique, mais sur l'évolution des connaissances ou les grandes inventions avec le cycle des révolutions industrielles successives.

La « Destruction – créatrice » est introduit pour définir le processus par lequel une économie voit se substituer à un modèle productif ancien un nouveau modèle fondé sur des innovations. Ces projets d'industrialisation ne peuvent qu'être bénéfiques pour l'ensemble de la population active. Le système tout entier produira alors plus de richesse.

De façon générale, l'innovation peut se définir comme l'application économique d'une invention, c'est-à-dire l'application d'une invention à une fin industrielle ou commerciale. C'est pourquoi Joseph Schumpeter distingue 5 types différents d'innovation :

D'abord, la Fabrication d'un bien nouveau, c'est-à-dire encore non familier au cercle des consommateurs, ou d'une qualité nouvelle d'un bien.

Ensuite, l'Introduction d'une méthode de production nouvelle, c'est-à-dire pratiquement inconnue de la branche intéressée de l'industrie ; elle repose sur une découverte scientifiquement nouvelle et elle peut aussi résider dans de nouveaux procédés commerciaux pour une marchandise.

²⁸ SCHUMPETER, J. (1951), Capitalisme, Socialisme et Démocratie, Payot, édition française, p 106-107

Après, l'Ouverture d'un débouché nouveau, c'est-à-dire d'un marché où jusqu'à présent la branche intéressée de l'industrie du pays intéressé n'a pas encore été introduite, que ce marché ait existé avant ou non.

Puis, la Conquête d'une source nouvelle de matières premières ou de produits semi-ouvrés ; à nouveau, peu importe qu'il faille créer cette source ou qu'elle ait existé antérieurement, qu'on ne l'ait pas prise en considération ou qu'elle ait été tenue pour inaccessible.

Enfin, la Réalisation d'une nouvelle organisation, comme la création d'une situation de monopole ou l'apparition brusque d'un monopole.

III.1.2. La théorie du surplus de main-d'œuvre de Lewis

La contribution la plus connue de W. Arthur Lewis²⁹ à l'économie du développement fut son travail de pionnier sur le transfert de main-d'œuvre d'un secteur capitaliste traditionnel à un secteur moderne disposant d'une offre illimitée de main-d'œuvre : un secteur moderne, capitaliste, qui est la source d'une accumulation et de gains de productivité; un secteur traditionnel, de subsistance, qui pèse sur le secteur moderne à cause de faibles gains de productivité. En effet, ce secteur monopolise la main-d'œuvre disponible et empêche le secteur moderne de se développer du fait du surplus de main-d'œuvre agricole. Son article a contribué à établir l'économie du développement comme un domaine d'étude spécialisé.

Dans ce modèle, c'est par ses coûts d'opportunité que les salaires dans le secteur capitaliste moderne sont déterminés mais non pas par la productivité de la main-d'œuvre. Un environnement de travail non capitaliste traditionnel : ouvriers agricoles, artisans et personnel domestique, la croissance démographique et l'entrée des femmes sur le marché du travail, offre au secteur capitaliste une « main-d'œuvre illimitée » à des salaires de subsistance. L'emploi et la production se développent et l'épargne dans le revenu national augmente. Finalement, les salaires augmentent quand le surplus de main-d'œuvre est épousé. À ce stade, plus la productivité augmente, plus les salaires augmentent, qui est conforme aux modèles de croissance classiques.

En effet, il a fondé sa théorie sur l'avantage comparatif. En termes pratiques, l'industrialisation devait répondre d'abord aux besoins du marché national, que ce soit à la Jamaïque ou en Afrique. A. Lewis recommandait l'industrialisation par substitution associée au développement de l'agriculture. Il a également souligné la nécessité d'accroître la productivité dans le secteur national de la production alimentaire comme condition préalable au succès du développement économique.

²⁹ W. Arthur Lewis *Development with Unlimited Supplies of Labour*, PAYOT, 1963

L'utilisation sous-optimale de la main-d'œuvre est donc l'origine du sous-développement. En effet, il a posé cette corrélation entre le sous-emploi et le sous-développement. Le transfert du surplus de main-d'œuvre du secteur traditionnel vers le secteur moderne va dégager des taux de profits croissants et donc un taux d'épargne suffisamment important pour lancer le processus d'industrialisation. Lewis pense donc que le processus de développement se déroulera par la rupture du dualisme.

III.1.3. La théorie de modernisation de Rostow

Avant la publication de sa célèbre théorie, Walt Whitman Rostow³⁰ est par ailleurs déjà reconnu comme un spécialiste des processus de la croissance économique. C'est la théorie des étapes de la croissance qui lui vaut une célébrité immédiate. Les propositions qu'il y formule en matière de désarmement retiennent particulièrement l'attention du gouvernement.

Pour Rostow le sous-développement est un retard de développement ou une étape du développement. Il pense que toute société développée passe nécessairement par les cinq (5) étapes suivantes : La société traditionnelle, les conditions préalables au décollage, le décollage, la maturité et la société de consommation de masse. Il suppose donc que les pays en retard doivent suivre cet itinéraire emprunté par les pays déjà considérés comme développés.

D'abord, la société traditionnelle : dans cette phase qui constitue le point de départ du processus de développement, l'économie est fondée sur l'agriculture. C'est la première étape qui est basée sur des activités primaires. Il n'y a pratiquement pas l'application de la science et de la technique. La société présente donc peu d'innovation et de progrès permettant d'accroître la productivité. Cette dernière est faible et la production est destinée à satisfaire les besoins domestiques. La société est solidaire et est réfractaire aux changements. Elle privilégie les valeurs sociales et culturelles fondées sur la solidarité entre les membres de la famille ou du clan. Les échanges sont faibles et le prêt à intérêt est banni.

La majorité des pays en développement se trouve encore dans ce stade, ce qui explique leur retard par rapport aux pays développés ou industrialisés. Le problème de cette société est que la production n'est que pour l'autosuffisance et que la spécialisation est orientée vers les produits primaires.

³⁰ ROSTOW, « les étapes de la croissance économiques », paris, éditions du seuil, 1962

Ensuite, les conditions préalables du décollage : C'est la deuxième phase qui constitue une phase de transition. L'homme commence à utiliser les résultats de la science et de la technologie et cherche à s'enrichir. Ce sont les conditions nécessaires à la croissance. Il y a donc une évolution et une amélioration des conditions de vie. On assiste à un changement de mentalité, au développement du commerce, à l'acceptation du prêt à intérêt, à la création de banques, à l'augmentation de la productivité du travail. On met sur place des banques et des germes d'industries. L'agriculture permet donc de dégager un profit.

Après, le décollage ou take off : C'est une phase très rapide pendant laquelle les taux d'investissement sont élevés (8 à 10%) et l'industrialisation est très importante. L'agriculture qui est productive génère des profits investis dans l'industrie; les produits industriels sont utilisés dans l'agriculture. Il y a donc un effet d'entraînement sur les autres secteurs. Cette situation, très favorable à l'économie permet une forte croissance qui est régulière. Mais il faut aussi noter que cette phase ne permet pas de corriger les inégalités entre les individus.

Et aussi, la maturité : Pendant cette phase tous les secteurs profitent des fruits de la croissance et du progrès technique. Les principales bases du développement sont donc établies pendant cette phase. De grands groupes industriels, financiers et commerciaux se créent soutiennent la croissance. La technologie joue un grand rôle à cause des inventions et des innovations. Le pays poursuit donc ses progrès en matière de recherche technologique pour améliorer de plus en plus ses capacités productives. Ainsi le niveau de vie de la population s'améliore sensiblement.

Enfin, la phase de consommation de masse : Pendant cette dernière phase, la consommation devient très importante, les populations parviennent à satisfaire leurs besoins en disposant suffisamment de biens et services à cause de la hausse du pouvoir d'achat, les services et les loisirs se développent. Le niveau de vie augmente. L'Etat intervient de plus en plus dans l'économie. C'est l'étape où le progrès technologique n'est plus l'objectif principal. Ce sont la consommation et le bien-être qui sont les priorités de la société.

Mais cette vision libérale et linéaire de Rostow a été critiquée par Alexander Gerschenkron³¹. Il regrette notamment la vision unique d'un modèle de développement qui serait valable dans tous les pays. Or certains pays tels que l'Allemagne, la Russie, les Etats-Unis ou le Japon, en connaissant des décollages plus tardifs, profitent d'un triple avantage sur les pays précurseurs : d'abord l'intervention volontariste de l'Etat pour combler son retard ; puis la protection du marché intérieur tout en développant massivement les exportations à travers une politique commerciale conquérante ; et enfin la possibilité de bénéficier de l'avance technologique à travers la copie

III.1.4. La théorie des industries naissantes

Elaborée par Friedrich LIST³², cette théorie met l'accent sur la nécessité d'opérer un protectionnisme à l'endroit des industries nouvellement créées.

La théorie de List concernant l'industrie naissante a pour une idée selon laquelle la théorie néo-classique parle dans les effets de transfert à la technologie et des facteurs indivisibles de production. Ces deux éléments servent à la reformulation de la théorie de l'industrie naissante.

En effet, l'évolution de l'industrie naissante implique un recours à l'analyse dynamique et qu'il constitue une application concrète du phénomène que l'on appelle progrès technique. Du fait du phénomène d'apprentissage, il y a une baisse progressive des coûts de production à mesure qu'on se spécialise dans une activité ou un domaine donné. Ainsi une industrie nouvellement créée ne peut concurrencer une autre qui a déjà existée depuis des années et qui a développé ses techniques de productions à travers l'apprentissage qu'elle a effectué depuis sa création. Ainsi, pour qu'une industrie nouvelle puisse se développer, il faut lui permettre de gagner en maturité afin d'être plus compétitive. Cela peut se faire en mettant en place des mesures protectionnistes.

Le pouvoir public encadre les nouvelles industries jusqu'à ce qu'elles soient suffisamment compétitives pour faire face à la concurrence mondiale. On annule ces mesures protectionnistes une fois qu'elles sont au même niveau que ses concurrentes en termes de coûts de production puisqu'elles seront alors capables de leur faire concurrence. C'est le protectionnisme éducateur. Ce protectionnisme est nécessaire mais doit être supervisé afin que les industries bénéficiant de la protection n'accumulent pas les rentes mais investissent pour leur développement.

³¹ Alexander Gerschenkron *Economic backwardness in historical perspective* (1962)

³² Friedrich List, *Idées sur les réformes économiques, commerciales et financières applicables à la France*, Paris, 1831, Revue encyclopédique

Mais on considère généralement que le développement des secteurs industriels est lié à la croissance ou au développement économique.

SECTION 2 : Les théories de la croissance

Quelques théories de la croissance sont nécessaires à analyser.

III.2.1. La division internationale d'Adam Smith (1776)

Adam Smith³³ met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché).

III.2.2. Le principe de population de Thomas Malthus (1796)

Thomas Malthus³⁴ considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. Il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois : la loi de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat.

Il défend les *Poor Laws*, projets de loi recommandant la création d'hospices pour les plus démunis. Cette position contredit quelque peu celle qu'il prônera deux ans plus tard sur la pauvreté et la démographie. L'auteur explique dans son ouvrage brièvement et simplement que l'espoir humain d'un bonheur social infini est vain, car la croissance démographique dépassera toujours la hausse de la production.

III.2.3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)

David Ricardo³⁵ souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de subsistance) et le capitaliste (profit). Précisons que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière.

³³ Adam Smith *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, 1776, Vol I et II (réimpression, GF-Flammarion, 1991)

³⁴ Thomas Malthus, *Essai sur le principe de population*, 1796 (réimpression, Cambridge Press, 1992)

³⁵ David Ricardo, *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, 1817 (Réimpression, Champs-Flammarion, 1977)

Les profits vont se réduire jusqu'au moment les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs).

III.2.4. L'accumulation du capital selon Marx (1844)

Karl Marx³⁶ a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, *Le Capital*). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistante) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise).

III.2.5. La croissance équilibrée de Nurske de (1934)

Ragnar Nurske³⁷ considère qu'il faut développer une croissance équilibrée, c'est-à-dire répartir les investissements dans toutes les branches industrielles afin d'assurer simultanément une offre et une demande pour éviter tout déséquilibre, ils s'appuient sur la loi des débouchés de Say. Cette théorie montre que toute croissance repose sur un effort minimum d'investissement de départ mais à condition de respecter, en permanence, l'interdépendance entre l'offre et la demande aussi bien au niveau global qu'au niveau de chaque secteur ce qui à terme permet un équilibre de croissance autoentretenue. Les fonds nécessaires à l'investissement surtout au niveau des infrastructures économiques se heurtent à des problèmes de financement. Parfois ce financement ne peut être trouvé que par des aides extérieures voire d'endettement.

III.2.6. La croissance déséquilibrée d'Hirschman (1964)

Albert Hirschman³⁸ fait pour leur part la promotion de la croissance déséquilibrée : il faut concentrer les investissements dans les secteurs moteurs de l'économie afin de susciter une croissance généralisée par la suite à travers des effets d'entraînement et de liaison. Il ne faut donc pas gaspiller le capital dans des branches qui n'auront pas de retombées positives sur toute l'économie. Ces travaux susciteront les stratégies basées sur le développement de l'industrie lourde.

³⁶ Karl MARX, *Le capital*, 1867 (Réimpression, Editions Sociales, 8 vol, 1978)

³⁷ Ragnar Nurske, *the schematic representation of the structure of production*, 1934, reviews of economic studies

³⁸ Albert Hirschman, *the strategy of economic development*, 1964, Paris, Editions ouvrières.

Hirschman développe également dans cette stratégie le concept de liaison (linkages) entre les différentes industries d'une économie : liaison aval, lorsqu'une industrie entraîne la création de nouvelles industries qui utilisent sa production ; liaison en amont, lorsque le développement d'une activité provoque des investissements dans les industries qui la fournissent. Les industries intermédiaires vont développer le maximum d'effet de liaisons. L'agriculture en a moins, ce qui favorise l'industrialisation par rapport à l'agriculture.

III.2.7. Les modèles de croissance post-keynésiens

A la suite de la crise de 1929, de nombreux économistes inspirés par les travaux de J.M Keynes, vont s'interroger sur les possibilités d'une croissance équilibrée. Les modèles de Domar³⁹ et Harrod⁴⁰ vont chercher à rendre compte des conditions et caractéristiques essentielles de l'équilibre d'une économie capitaliste en croissance.

Le point de départ de Domar (1946) est de considérer que l'investissement exerce une double influence sur l'économie. Du côté de la demande (et à court terme), la variation de l'investissement détermine via le principe du multiplicateur keynésien, le niveau de revenu et de la demande globale. L'effet revenu associé à une augmentation de l'investissement ΔI , est égal à $\Delta I [1/(1-c)]$ c'est-à-dire $\Delta I[1/s]$ où $s=(1-c)$ sachant que c et s représentent respectivement les propensions marginales à consommer et à épargner. Du côté de l'offre (et à long terme), l'investissement accroît la capacité de production. L'effet capacité stipule que l'investissement doit engendrer une stimulation de la capacité de production, via le mécanisme de l'accélérateur. L'investissement accroît les capacités de production dans une proportion égale à $1/v$ où v est le coefficient de capital et correspond à l'inverse de la productivité moyenne du capital soit $v = K/Y$ (où K est le stock de capital et Y la production). L'effet de capacité est donc égal $I(1/v)$.

Alors que Domar met en évidence la nécessité pour le capital et la production de croître à un taux constant, Harrod va montrer que la croissance est par nature instable.

Harrod aurait été conduit à poser deux problèmes « dont l'un est la stabilité de la croissance, l'autre est la possibilité de maintenir le plein emploi ». La relation déterminant le taux de croissance par le rapport du taux d'épargne au coefficient de capital (taux de croissance garanti) est fondamentalement instable.

³⁹ DOMARD E.D (1957), *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University

⁴⁰ HARROD R.F (1973), *Economic Dynamics*, Mc Millan, Economic Journal, vol LXIXI, juin, pp. 277-293.

La raison de cette instabilité sera que l'effet multiplicateur serait sans commune avec l'effet accélérateur, sauf pour une valeur bien particulière correspondant au régime de croissance équilibrée. Harrod en conclut que l'économie tendra progressivement vers la dépression du fait de l'insuffisance de la demande. Ainsi, un taux d'épargne élevé (ou insuffisant) serait néfaste au plein emploi.

III.2.8. Le modèle néoclassique : l'approche de Solow (1956)

Le modèle néoclassique, tel que l'on conçoit aujourd'hui, a été développé par Solow. Robert Solow⁴¹ (Prix Nobel en 1987) en est la figure pensante, attribue l'origine de la croissance par tête au montant de capital technique investi (machines, équipements, logiciels, infrastructures...). Lorsque l'investissement par tête dépasse le montant de la dépréciation du capital par tête existant, chaque travailleur dispose d'un équipement plus performant et peut produire davantage. Toutefois, lorsqu'on augmente le capital par tête, la production augmente, mais pas de façon proportionnelle (c'est le principe des rendements décroissants). Ainsi à force d'augmenter le capital par tête, va venir un moment où la production par tête augmentera moins vite que cela ne coûte. La croissance par tête va cesser, c'est que Solow appelle l'état régulier. Ce dernier dépend du coût relatif du capital. Si ce dernier diminue (un renchérissement du coût du travail incitera les entreprises à substituer du capital au travail), alors l'investissement par tête va augmenter de nouveau jusqu'à ce qu'un nouvel état régulier soit atteint.

Bref, on a trouvé 12 théories par rapport à ce thème. Et en général, elle se divisait en deux : la théorie de l'industrialisation et la croissance économique. Pourtant, en analysant, on peut les classer en 3 catégories. D'abord, la théorie des précurseurs se présentent en premier lieu c'est-à-dire les visions d'Adam Smith, de Thomas Malthus, de David Ricardo, de Karl Marx. Ensuite les modèles postkeynésiens et néoclassiques les suivent : celle d'Harrod-Domar et de Solow, de Nurske et d'Hirschman. Et enfin la théorie qui se focalise principalement sur l'industrie comme Friedrich List, de Schumpeter, d'Arthur Lewis et de Rostow William, qui pourrait accompagner la croissance et mené au développement. Parmi les économistes, la nécessité de l'industrialisation dans le processus de développement semble faire l'unanimité. Nul ne peut contredire qu'il existe un lien étroit entre industrialisation et développement. Mais pour arriver au développement, on doit suivre la voie de la croissance. Il est nécessaire alors de vérifier ces théories avec les résultats.

⁴¹ SOLOW R.M (1956), A Contribution to the Theory of Economic Growth, Quarterly Journal of Economics, vol 70, février, pp. 65-94.

PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE
DE L'INDUSRTIE A MADAGASCAR

CHAPITRE IV : RESULTATS SUR L'INDUSTRIE

L'industrie manufacturière a été identifiée par les économistes du développement comme le moteur du développement. Les pays riches distinguent des pays pauvres par leur capacité industrielle. Madagascar avec 40 millions d'habitants d'ici 20 ans ne pourra pas se permettre de se concentrer uniquement sur le secteur minier.⁴² Dans ce chapitre, on va alors analyser l'économie de Madagascar avec ces industries, le lien entre l'industrie et l'agriculture et enfin le rôle de l'Etat.

SECTION 1 : Etats de lieu de l'économie à Madagascar

Il est nécessaire de savoir la situation économique malagasy et sa performance.

I.1.1. Structure de l'économie

Situé dans l'océan Indien et à l'est de l'Afrique, Madagascar est l'une des plus grandes îles du monde, couvrant 587 000 km². D'après la projection sur le recensement général de 1993, le pays compterait 22 Millions d'habitants. Parmi eux, 92% de la population est pauvre et dont 12 millions extrêmement pauvres c'est-à-dire qui vit avec moins de 2 dollars par jour. L'environnement des affaires à Madagascar est caractérisé par un dualisme économique. D'un côté, l'économie malagasy est extravertie. Une politique d'incitation massive a été faite pour attirer les investisseurs étrangers. Pourtant, le tissu industriel reste encore très faible. Le secteur industriel ne dépasse pas 15% du PIB. En même temps, l'économie malagasy est archaïque, elle est caractérisée par production de subsistance et l'autoconsommation.

Tableau 1: Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon la forme juridique de 2007 jusqu'en Novembre 2017

Secteur d'activité	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total	Part
Primaire	130	168	157	172	374	904	359	149	625	329	56	3 423	2,36%
Secondaire	1 187	1 278	798	970	1 133	920	412	497	515	496	335	8 541	5,90%
Tertiaire	9 001	11 003	7 571	8 064	13 019	12 179	14 031	17 753	17 159	14 508	8 607	132 895	91,74%
Total	10 318	12 449	8 526	9 206	14 526	14 003	14 802	18 399	18 299	15 333	8 998	144 859	100,00%
Variation		20,70%	-31,50%	8,00%	57,80%	-3,60%	5,70%	24,30%	-0,50%	-16,20%			

Source: INSTAT/DES/Service du Répertoire National des Etablissements – Novembre 2017

On voit sur ce tableau que sur le secteur secondaire, l'effectif ne cesse de diminuer en 10 ans. Pour cela, elle n'a qu'une part minime de 5.90%, qui n'arrive pas à augmenter plus haut ce part de PIB.

⁴² FES « *Avons-nous cessé de produire ? Quel modèle de développement pour Madagascar* » - Rapport de débats du Forum Développement Industriel du 23 septembre 2016, p. 9

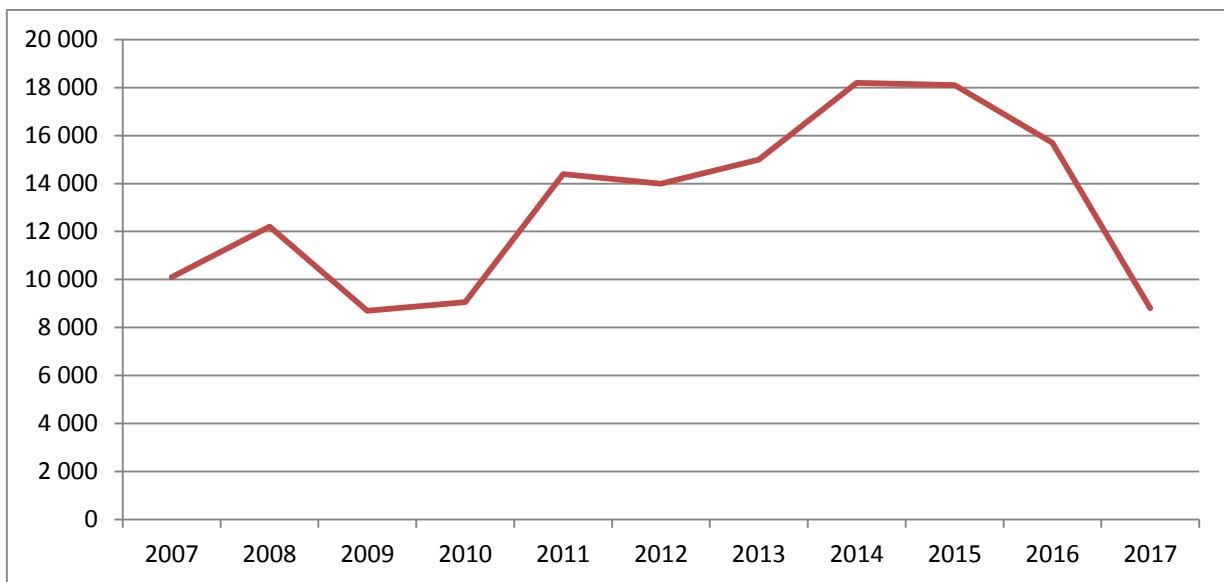


Figure 1 : Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar jusqu'en Novembre 2017

Source : INSTAT/DES/Service du Répertoire National des Etablissements – Novembre 2017

Sur cette figure ci-dessus, on en remarque la crise de 2009 a fait chuter cet effectif des établissements. Mais elle se rétablisse en peu de temps et connaît une évolution croissante jusqu'en 2015. Puis elle rechute de nouveau.

Combattre la pauvreté est un défi majeur. Pendant la période de crise, depuis 2009, on observe une faiblesse de l'offre d'emplois car le processus d'investissement ralentit. L'activité économique est insuffisante. « Réduire à moitié la pauvreté dans les 15 années à venir nécessite une création de richesses équivalente à 7-8% du PIB par an. Compte tenu de la faiblesse de l'épargne nationale qui ne représente que 11% du PIB, Madagascar a besoin de capitaux supplémentaires qui s'élèvent à 15-19% de son PIB pour mobiliser ses investissements. Ces suppléments peuvent permettre de renforcer un investissement de 26 à 30% du PIB par an pour garantir une croissance économique régulière. Pour y parvenir, Madagascar a besoin de 745 Millions U.S Dollars par an environ.⁴³

⁴³ FES / Des campagnes dans la chaîne globale d'approvisionnement de l'industrie textile, habillement et cuir rédigé par Rado Ratobisaona, économiste, YLTPien- Octobre 2013

I.1.2. Performance économique Malagasy

La performance économique qui est illustré par la croissance est le pilier d'un développement économique. C'est à travers cette performance que découle le revenu global qui permet de tirer le revenu par tête intégré dans la mesure de l'IDH. Dans l'analyse du cas de Madagascar, l'évolution de la croissance n'est pas constante. L'économie Malgache est considérée comme étant une économie à faible revenu. Le PIB/Habitant était de 1450USD/PPA en 2008 contre 810 USD/PPA en 2009.⁴⁴ On note donc une nette évolution du revenu même si elle n'a pas été fulgurante. D'après l'EPM de 2010, la consommation moyenne d'un ménage Malgache est estimée à 404 000 d'Ar alors que le seuil de pauvreté est de 469 000 d'Ar.⁴⁵ Cela illustre bien la situation du bien-être des ménages Malgache. En plus de cela ce n'est qu'une constatation globale qui ne permet pas de rendre compte de la disparité régionale. Si l'on prend l'exemple de quelques régions, on remarque que les consommations moyennes dans la région d'Analamanga et de DIANA sont respectivement de 627 800 Ar et 560 700 Ar. Alors que si on se réfère à ceux de l'Androy et D'Atsimo Atsinanana, elles sont respectivement de 198 000 Ar et de 244 800 Ar. Hormis cela les consommations au sein même de ces régions sont aussi très différentes. En effet on constate une grande disparité entre le niveau de consommation des milieux urbains et celui des milieux ruraux. Le tableau ci-après illustre bien l'évolution des grands agrégats économiques du pays de l'année 2010 à 2014.

Tableau 2: Evolution de grands agrégats économiques de Madagascar de 2010 à 2014

PIB à prix constant	Unité Milliard Ariary	2010	2011	2012	2013	2014
Taux de croissance en général	%	0,3	1,5	3	2,3	3,3
Taux d'inflation	%	9,2	9,5	5,8	5,8	6,1
Taux de chômage	%	3,8	-	1,2	-	-

Source: INSTAT, 2015

Ce que l'on peut déduire de ces chiffres c'est que le pays a vraiment eu du mal à se remettre de la dernière crise de 2009. Si on analyse ces données, le fait que les taux de croissance économique n'ont jamais pu surmonter le taux d'inflation explique bien le fait que la population se plaigne de leur pouvoir d'achat.

⁴⁴ Rapport National de Développement Humain, 2010.

⁴⁵ INSTAT, *Enquête Périodique auprès des Ménages*, 2010

En effet dans cette situation, les coûts auxquels les ménages font face sont très contraignants. A tout cela se rajoute les pertes d'emploi dont a été victimes une partie de la population.

SECTION 2 : Analyse de l'industrie malagasy

Madagascar est un pays sous industrialisé. La part du secteur industriel dans le PIB ne représente que 15% en 2017. Il faut alors élaborer la répartition de ses industries.

I.2.1. La répartition de l'industrie

La majorité de ces industries se limite sur le marché local, pourtant, l'économie s'est ouverte au marché étranger. On constate aussi que les entreprises sont mal réparties dans le pays ce qui nuit à la performance économique car la liaison entre elle est faible.

L'industrie de Madagascar se caractérise par une inégale répartition géographique. La majorité des entreprises se concentrent surtout dans la province d'Antananarivo. En 2007, cette province abritait de 5868 entreprises créées à Madagascar et de 6665 entreprises créées en 2017. En 10 ans alors, ils représentent en total 77783 établissements créés. Après Antananarivo se situe la province de Toamasina avec un total de 17689.⁴⁶

Tableau 3 : Evolution des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon Province d'implantation de 2007 jusqu'en Novembre 2017

Province	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	Total	Part
Antananarivo	5 868	7 448	4 371	5 457	6 712	4 646	7 383	10 377	9 137	9 719	6 665	77 783	53,70%
Fianarantsoa	872	627	617	818	1 302	2 102	2 074	1 147	2 736	1 080	56	13 431	9,27%
Toamasina	1 543	1 147	1 649	995	2 069	2 183	2 205	2 541	2 135	735	487	17 689	12,21%
Mahajanga	637	531	428	779	1 585	1 808	1 983	2 275	1 717	220	1	11 964	8,26%
Toliara	554	1 340	580	445	1 557	1 293	1 156	1 107	1 428	1 284	393	11 137	7,69%
Antsiranana	844	1 356	881	712	1 301	1 971	1	952	1 146	2 295	1 396	12 855	8,87%
Total	10 318	12 449	8 526	9 206	14 526	14 003	14 802	18 399	18 299	15 333	8 998	144 859	100,00%
Variation		20,70%	-31,50%	8,00%	57,80%	-3,60%	5,70%	24,30%	-0,50%	-16,20%	-41,30%		

Source: INSTAT/DES/Service du Répertoire National des Etablissements – Novembre 2017

Cette répartition se justifie par les potentiels qu'offrent ces provinces au développement de l'industrie de Madagascar. Pour le cas d'Antananarivo, les raisons peuvent être expliquées par la présence de main d'œuvre assez qualifiée et de la facilité sur l'électrification, la présence des zones franches industrielles qui profitent de la main d'œuvre abondante dans la capitale, l'orientation vers les biens de consommation. Toamasina est favorable pour les activités industrielles vue l'implantation du port international dans cette province de Madagascar.

⁴⁶ INSTAT

La forme juridique définit les droits et obligations de l'entreprise du point de vue juridique relatifs aux droits des affaires. Les entreprises sont ici départagées en trois classes de forme juridique : il y a les SA et les SAU; les SARL et les EURL ; et les EI.

Le nombre des entreprises formelles issues du secteur secondaire et tertiaire réparties à travers la Grande Ile est évalué à 211 315. La province d'Antananarivo est le lieu d'implantation de 62,8% de ces entreprises, suivie par la province de Toamasina (11,1%) et celle d'Antsiranana (9,4%).⁴⁷

Tableau 4 : Répartition des entreprises par province et par forme juridique

Province	SA et SAU	SARL et EURL	EI	Total	Structure (en %)
Antananarivo	520	2 307	129 941	132 768	62,83%
Antsiranana	15	276	19 544	19 835	9,39%
Fianarantsoa	18	96	14 743	14 857	7,03%
Mahajanga	35	126	10 890	11 051	5,23%
Toamasina	60	232	23 152	23 444	11,09%
Toliary	28	153	9 179	9 360	4,43%
Total	676	3190	207449	211 315	100,00%
Structure (%)	0,30%	1,50%	98,20%	100,00%	

Source: INSTAT

En ce qui concerne la forme juridique, 98,2% des entreprises sont inscrites en tant que EI. Ces dernières sont réparties principalement à travers trois provinces, celles d'Antananarivo (129 941 entreprises), de Toamasina (23 152 entreprises) et d'Antsiranana (19 543 entreprises). Concernant les SA et SAU, elles sont installées en majorité dans les provinces d'Antananarivo, de Toamasina et de Mahajanga.

⁴⁷ INSTAT

En effet, on peut évaluer en pourcentage ces entreprises dans la figure suivante :

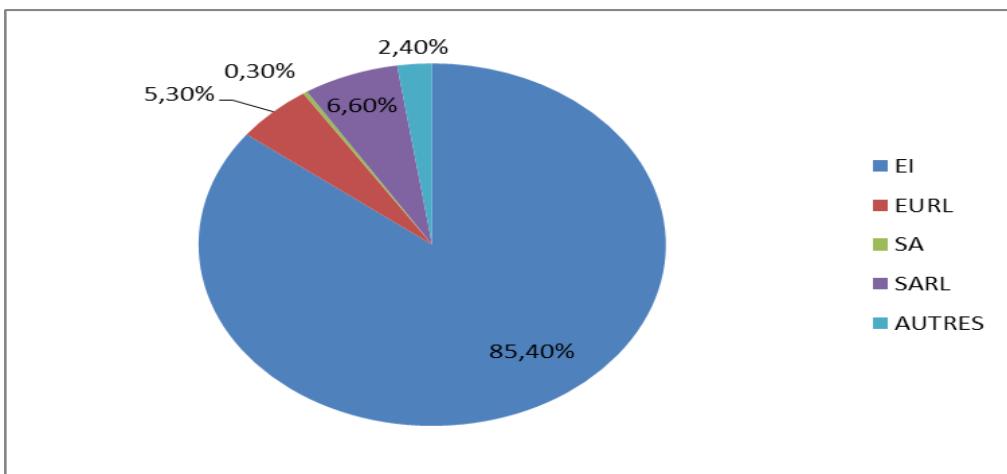


Figure 2: Pourcentage des Effectifs des établissements créés à Madagascar selon la forme juridique en Novembre 2017

Source: INSTAT/DES/Service du Répertoire National des Etablissements – Novembre 2017

En comparant ces deux documents selon la forme juridique, l'EI a connu une diminution 12.8%. Mais celle de SARL et EURL ont connu une augmentation de 11.9%.

I.2.2. Caractéristiques des branches

Le secteur industriel malgache comprend plusieurs branches d'activités et les plus performantes, c'est-à-dire avec un taux de croissance supérieur à 6%, sont au nombre de 10, ainsi que le montre le tableau 5. Cependant les branches qui offrent une bonne perspective sont l'agro-alimentaire, les textiles et habillement, et pour les branches à moyenne performance : l'industrie extractive.

Tableau 5: Taux de croissance de la production industrielle par branche

Branches	Taux de croissance de la production industrielle
Fabrication des produits alimentaires	11,88%
Fabrication des textiles et articles d'habillements	11,72%
Edition et imprimerie et reproduction supports enregistrés	11,14%
Extraction des minéraux métalliques	6,43%
Industrie du bois	9,15%
Industrie extractive	5,64%
Industries de cuirs et chaussures	6,06%
Distribution de gaz, d'eau et électricité	7,47%
Fabrication des produits minéraux non métalliques	6,21%
Fabrication d'articles en caoutchouc et en matières plastiques	8,53%
Fabrication de meubles, activité de fabrication	7,54%
Fabrication de produits à base de tabac	4,80%
Autres activités extractives	4,42%
Fabrication d'ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	4,52%
Fabrication de machines et appareils électriques	4,54%

Source : MECI : Rapport économique et financier 2007-2008, Novembre 2008-INSTAT/DES

Industrie alimentaire :

Elle regroupe surtout les biscuiteries, les confiseries et les chocolateries. Elles enregistrent un taux de croissance de 11% en 2003 contre 10,3% en 2002. Madagascar dispose de potentialités agricoles énormes. L'agroalimentaire pourrait donc devenir le moteur du développement industriel. C'est la raison pour laquelle le gouvernement la considère comme une branche prioritaire de l'économie. En 2005, elle représente plus de 30% et 40% du chiffre d'affaires et de la valeur ajoutée du secteur industriel en 2005⁴⁸. L'essentiel des industries transforment les produits agricoles. Ce sont principalement les industries de boissons qui créent 34% des valeurs ajoutées de la branche, les sucreries pour 28% et les minoteries/fécularies pour 17%. La création des zones franches favorise la reprise de certaines activités, comme la conserverie de thon à Antsiranana

Suite aux différentes politiques et stratégies de promotion de l'agrobusiness, cette branche a connu la plus forte croissance des branches du secteur industriel malgache en 2007 (11.88%).

Industrie de cuir :

Elle a connu des performances négatives durant les années 2001 et 2002 puisque les indices de performance ont été respectivement de -14,7% et -23,8%. En 2003, sa performance s'est beaucoup améliorée et a atteint 11%.

⁴⁸ <http://www.ecoaustral.com> consulté le 03 décembre 2017 vers 9h

Industrie du papier :

Il en est de même pour l'industrie du papier où la production a enregistré 10,8% en 2003 après avoir baissé de -1,1% en 2001 et -20,4% en 2002.

Les industries manufacturières : cas des entreprises franches

Le secteur industriel malgache a connu un dynamisme sans précédent depuis la mise en place du régime de zone franche industrielle au début des années 1990. Les entreprises opérant sous ce régime bénéficient, en effet, d'importants avantages fiscaux et d'autres incitations. Le nombre de ces entreprises franches industrielles passait de 12 en 1990 à 191 en 2000 et elles étaient à l'origine de la forte croissance du secteur industriel au cours de cette période (5% en moyenne). Elles représentent près du tiers du PIB industriel et 30% des exportations industrielles en 2003. Elles sont également la branche la plus créatrice d'emplois avec près de 80 000 employés en 2004. Ce chiffre est passé à 120 000 en 2007. La réduction du volume des exportations malgaches combinée à l'augmentation du taux de chômage suite à la crise politique de 2002 démontre le rôle important de la ZF dans l'économie du pays.

Selon EDBM, les EF sont surtout orientées vers la production de vêtements comme les pull-overs, les t-shirts ainsi que les articles de prêt-à-porter masculin et féminin. En effet, 64% des EF enregistrées opèrent dans les textiles et habillement. La dynamique du secteur est déterminée par les accords commerciaux bilatéraux ou multilatéraux. Il s'agit surtout de profiter de l'accès préférentiel au marché des pays développés dans le cadre de l'AMF et de la loi Américaine sur les opportunités et la croissance en Afrique (AGOA).

SECTION 3 : Industrie-agriculture

On peut considérer que l'industrie est le vecteur de développement mais cela n'élimine pas pour autant le rôle tenu par l'agriculture. Cette dernière n'est utilisée que pour ravitailler la population urbaine mais aussi elle tient des rôles vitaux à l'industrie comme l'approvisionnement des matières premières donc elle est une source d'expansion industrielle.

IV.3.1. Mise en place du PSAEP

Reconnaissant le rôle fondamental que l'agriculture doit jouer dans les efforts de réduction de l'insécurité alimentaire et de la pauvreté et le rôle moteur de l'agriculture pour le développement économique, les leaders africains ont élaboré un PDDAA (en anglais CAADP) dans le cadre du NEDAP-UA. Ce dernier répond au besoin critique de l'Afrique pour une croissance durable et positive du secteur agricole.

Il représente un cadre africain de réformes politiques et institutionnelles, de plus hauts niveaux d'investissements qui permettront au secteur agricole d'atteindre ses objectifs de croissance de production. Madagascar a franchi en 2013 et en 2014 des étapes clés pour l'élaboration du PSA, devenu PSAEP / PNIAEP et publié en aout 2015.

IV.3.2. L'agriculture comme fournisseur de l'Industrie

Dans l'optique habituellement retenue des articulations entre secteur agricole et secteur industriel, c'est cette situation qui vient naturellement à l'esprit, et c'est souvent celle sur laquelle sont basées les stratégies.

Par définition, les agro-industries sont des industries transformant les matières premières d'origine agricole comme la culture, l'élevage, la pêche et l'aquaculture, la cueillette en produits finis ou semi-finis alimentaires, para-alimentaires (ex : épices), cosmétiques et parapharmaceutiques, para-chimiques (ex : savons).⁴⁹ Les traitements de transformation peuvent aller d'un simple conditionnement par exemple pour la commercialisation en frais à des traitements de conservation ou de transformation complexes et/ou très élaborés comme les plats prêts à consommer. Les autorités de tutelle (MIDSP-DGI) se sont attelées à un premier recensement régional des potentialités, sur la base des ressources agricoles existantes que ce soit végétales ou animales ou aquatiques, et de l'environnement technique et logistique correspondant. Ce recensement est un excellent travail préliminaire, puisqu'il permet une première approche pour orienter les investisseurs potentiels.

Il y aussi les formes de partenariat. Une première approche est celle du « chacun pour soi », où l'industriel mandate un ou plusieurs collecteurs pour l'approvisionner, sans un réel contrôle sur les conditions de collecte. Il s'expose ce faisant à des déboires parfois sévères, comme ce fut le cas pour le projet d'exportation de pommes de terre SPUNTA vers Maurice au début des années 2000 : faute de traçabilité réelle et de professionnalisme des collecteurs, pressés de faire le volume, les produits livrés étaient le plus souvent du tout-venant, à la fois en pureté variétale, en calibre et en qualité.⁵⁰

La deuxième approche, et qui paraît jusqu'à présent donner des résultats prometteurs, est celle de « l'agriculture contractuelle », consistant crée un réseau d'approvisionnement stable et

⁴⁹ FES (2017) l'industrialisation basée sur l'agriculture pour le développement de Madagascar – rédigé par Jean RASOARAHONA, Professeur Titulaire, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo

⁵⁰ Idem

pérenne de petits producteurs individuels, à la faveur d'investissements en sensibilisation, formation, encadrement technique, facilités financières ou en intrants. C'est l'approche adopté par la société MALTO ou SOCOLAIT.

Une dernière possibilité, dite « agribusiness », qui a été sérieusement envisagée vers 2007-2008, est de susciter l'émergence d'exploitants agricoles de type moderne, sur des domaines agricoles conséquents (10-50ha) à grande intensité technologique, qui seraient le réseau d'approvisionnement industriels. Cette approche, dont un des principaux avantages serait de créer des noyaux de modernité dans le monde rural, devrait être approfondie, par exemple dans la capitalisation des acquis des projets d'implantation de Jeunes Entrepreneurs Ruraux.⁵¹

Tableau 6: Principales productions agricoles

Produit	Nombre de producteurs	Superficie (hectares)	Production (tonnes)	Rendement (tonnes/hectare)
CULTURES VIVRIERES				
Riz (paddy)	2 075 153	1 249 416	3 392 460	2,8
Mais (grains secs)	964 525	252 838	390 902	1,0
Manioc (frais)	1 659 473	388 779	2 963 945	7,0
Patache douce		123 913	878 539	
Pomme de terre		36 830	214 652	
CULRURES DE RENTE				
Coton	6 100	9 267	12 271	1,2
Vanille	160 444	37 226	7 922	0,2
Litchi	74 389	n.d.	169 597	n.d.
Girofle	103 430	36 757	9 873	0,2
Café	368 181	114 978	55 474	0,4
Arachide	n.d.	54 487	61 018	0,7
Canne à sucre	4 700	40 771	387 560 / 531 343	42,7

Source: Recensement Agricole 2004/05, DSEC-MAEP

L'agriculture malagasy tourne autour du riz. La riziculture est pratiquée dans tout le pays par plus de 2 millions de ménages (85% des ménages agricoles) et occupe 1.2 millions d'hectares (représentant 60% des terres cultivées). Le riz est omniprésent dans le paysage sauf sur certaines parties du sud-ouest et du sud de l'île où il est remplacé par le maïs et le manioc qui s'adaptent mieux aux conditions climatiques arides. L'agriculture commerciale est concentrée le long de la côte Est et dans le nord où café, vanille, girofle et litchis constituent les principales cultures de rente.

Quand on parle de l'agriculture, l'idée qui vient en tête en premier c'est qu'elle sert à produire des denrées alimentaires. Elle sert à nourrir la population urbaine et les populations

⁵¹ FES (2017) l'industrialisation basée sur l'agriculture pour le développement de Madagascar – rédigé par Jean RASOARAHONA, Professeur Titulaire, Ecole Supérieure des Sciences Agronomiques, Université d'Antananarivo

rurales qui font de l'exode rural. Donc elle est considérée comme une branche considérée comme une réserve de nourriture pour ravitailler les populations dans des villes.

Mais le rapport entre agriculture et développement n'est pas seulement limité par l'approvisionnement en denrées alimentaires. L'agriculture est une sorte de fournisseur des matières premières pour l'industrie. En conséquence, l'économie dominée par l'agriculture est considérée comme une source d'expansion industrielle. Pourtant, l'harmonisation doit être assurée par l'Etat en œuvrant des politiques économiques, par exemple politique agricole qui permet d'obtenir des surplus.

SECTION 4 : Le rôle de l'Etat

Malgré la libéralisation, l'Etat n'a pas perdu son rôle envers les industries. L'Etat peut favoriser l'expansion du secteur industriel à travers des politiques industrielles.

IV.4.1. Notion de la politique industrielle

D'un côté, la politique industrielle est une politique cadre au service de l'économie de marché. Le cadre économique d'ensemble doit être alors propice à l'épanouissement des industries. D'un autre côté, c'est une juxtaposition d'actions ponctuelles partielles qui permet à la puissance publique d'intervenir au cas où il aura des imperfections au niveau de l'économie de marché ou au niveau de l'économie décentralisée à base d'entreprises autonomes.

Mais, cette première définition ne tient pas compte la difficulté de fonctionnement de l'économie de marché et l'incapacité de celle-ci anticiper le futur. En plus, d'après cette définition la politique industrielle ne cherche qu'à corriger les lacunes au niveau du marché sans se soucier des causes pour trouver des solutions pérennes. On peut alors affirmer qu'une véritable politique industrielle doit avoir les trois lignes de forces ci-après : compatibilité avec l'esprit général de l'économie de marché, la cohérence des diverses actions entre elles, l'insertion dans un scénario d'évolution à moyen terme.

Le modèle proposé pour Madagascar dans le cadre de la présente Politique Industrielle est le Modèle IE Dynamique dont l'objectif consiste à fournir un appui logique pour le soutien des arguments raisonnables afin de justifier la Politique Industrielle proposée pour Madagascar.

Ce modèle est basé sur les valeurs fondamentales ci-après : l'effectivité de bonne gouvernance et le respect de l'intégrité, l'efficacité de l'Administration, la participation

citoyenne, la lutte contre la corruption et l'insécurité, la sécurisation des investissements, la responsabilisation collective et la redevabilité et le développement durable.

Dans ce sens, ce modèle serait capable d'assurer une croissance inclusive, un environnement propice à la création d'emplois de qualité et en quantité, une dimension spatiale de développement et la compétitivité de l'industrie locale tant sur le plan national qu'international.⁵²

IV.4.2. Les mesures politiques

IV.4.2.1. Relance de l'industrie

Madagascar est en situation de post-crise et les priorités sont de regagner la confiance des acteurs économiques nationaux et de restaurer une image positive de Madagascar en tant que destination privilégiée pour les investissements en général et industriels en particulier. Il est donc primordial de renforcer le Ministère en charge de l'industrie, Premier responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de la présente Politique Industrielle pour la promotion et le développement du secteur industriel Malagasy, pour appuyer et favoriser le redémarrage rapide des activités du secteur industriel après la crise, notamment dans le cadre de la réalisation de la PGE et de la PND. Les actions prioritaires à court terme sont :

D'abord, c'est initier la mise en place d'un mécanisme de dialogue pour associer le secteur privé à toutes décisions relatives au développement, notamment lors de l'élaboration et la mise en œuvre du plan de relance avec les PTF.

Ensuite, c'est initier l'amélioration de l'environnement immédiat des affaires du secteur industriel en étroite collaboration avec les autres Départements.

Et aussi, c'est initier et assurer des appuis aux industries existantes en priorité, à travers la mise en œuvre des grands investissements publics et la priorisation des industries locales ; la mise en place des fonds de relance et/ou de garantie spécifiques pour l'industrie de transformation afin de compenser les pertes des années de crise et relancer l'industrie en collaboration avec les PTFs ; la promotion de l'industrie locale et l'amélioration de leur accès aux marchés régionaux et internationaux ; la promotion des produits industriels Vita Malagasy à travers les manifestations économiques tels le Salon de l'Industrie Malagasy, et la participation des Industriels Malagasy aux salons et foires internationaux.⁵³

⁵² MEP, *Déclaration de Politique Economique*, 2014

⁵³ Idem

IV.4.2.2. La gouvernance économique

Pour une réussite de la mise en œuvre effective de la Politique industrielle, il faut une structure institutionnelle adéquate, notamment pour piloter la gouvernance du développement industriel afin de permettre au secteur industrie de jouer pleinement son rôle de moteur de la croissance économique du pays.

Il faut élaborer et mettre en œuvre un Programme de mise à niveau institutionnelle et/ou de mise en place de structures d'appuis au développement industriel pour 1) un renforcement continu du Ministère en charge de l'industrie (budgets alloués, nombre suffisant de personnel et renforcement de capacité, moyens matériels, mise en place d'Observatoire de l'Industrie...) en tant que premier responsable pour le pilotage de la mise en œuvre de la présente Politique Industrielle ; et 2) la mise en place d'un mécanisme pérenne de dialogue/concertation pour associer le secteur privé à toutes les décisions relatives au développement (amélioration de l'environnement des affaires, Politiques sectorielles concertées...). Dans ce sens et dans le cadre de la préparation annuelle des Lois des Finances, mettre en place un mécanisme itératif pérenne pour la participation effective du Ministère en charge de l'Industrie et du secteur industriel.

Et aussi, en collaboration avec les autres Départements dont notamment celui de l'Education, contribuer à élaborer un Programme de formation en Leadership visant le renforcement de l'esprit d'entreprenariat, d'innovation et de prise de risque (niveau méta de la compétitivité systémique). A noter que le processus de changement de mentalité étant de longue haleine, les résultats de ce programme sont attendus à long terme.⁵⁴

IV.4.3. Application de la loi

Le LDIM a été une occasion en or de fédérer les acteurs issus des secteurs privé et publics, autour de la nécessité d'une vision commune. Adoptée en Conseil de gouvernement et en Conseil de ministres, elle sera promise à la prochaine session parlementaire, après trois années d'après débats et de négociations difficiles. Malgré une vraie promesse et un cadre de travail idéal, la marge de manœuvre est mince et la crainte que la LDIM ne demeure qu'une coquille vide, comme s'en inquiète un industriel, est réel. Fredy Rajaonera, président du SIM tente de rassurer : « c'est une base de travail et un cadre prometteur pour l'avenir d'un pays. La mise en place de l'ANDI et du FNDI ainsi que la création de ZII sont de garanties tangibles ».

⁵⁴ MEP, Déclaration de Politique Economique, 2014

Si la LDIM est considérée comme un référentiel incontournable pour le pays, son adoption a longuement buté sur la question fiscale. Le MFB est resté intransigeant jusqu'à la fin, concernant les mesures fiscales et douanières dédiées au secteur industriel. En effet, la loi prévoit une clause de stabilité de 20 ans pour toutes les mesures d'incitation prévues. Un véritable bras de fer s'est régulièrement engagé entre les lobbyistes, avec le MDSIP, et le grand argentier de l'Etat. L'appréhension de l'Etat porte essentiellement sur ses caisses. « Les blocages se situent au niveau des instruments politiques à utiliser pour vraiment promouvoir le développement industriel à Madagascar, à savoir l'incitation fiscale. Le MDISP a adopté une logique de développement industriel, tandis que le ministère des finances roule pour la maximisation des rentrées fiscales. Il est assez difficile de concilier les deux visions », regrette Olivier Donat Andriamahefaparany.⁵⁵

⁵⁵ Politikà septembre-octobre 2017, revue bimestrielle d'information et d'analyse

CHAPITRE V : DISCUSSIONS

On va discuter un à un chaque hypothèse posé au début de cette étude.

SECTION 1 : Par rapport aux théories

La théorie d'Harrod-Domar affirme que la croissance dépend de l'augmentation du revenu de la population. En ce qui concerne la structure économique malagasy, on constate une économie en stagnation, soit une économie bloquée au stade de l'économie de subsistance et agricole. En effet, la structure du PIB est faible pour la part du secteur secondaire. C'est pourquoi, Nous pouvons affirmer qu'on a besoin de renforcer un investissement de 26 à 30% du PIB par an pour garantir une croissance économique régulière. Et aussi, une politique d'incitation massive est nécessaire pour attirer les investisseurs étrangers. Madagascar est alors dans l'insuffisance notable de l'épargne interne.

Rostow a mis la première étape appelé la société traditionnelle comme une étape de la croissance. C'est pourquoi le rôle de l'agriculture dans le développement est énorme. On a pu constater que des institutions sont instituées pour favoriser le secteur agricole. En plus, on a observé une faiblesse de l'offre d'emplois. On se réfère sur la théorie de Rostow dans la troisième étape ou le take off que l'effet d'entraînement ne s'éparpille pas où des chômeurs peuvent bénéficier d'une création d'emploi. Et à la quatrième étape de Rostow ou la maturité n'est pas atteinte parce que l'amélioration de vie de la population a diminué. On a pu remarquer que le revenu de la population a diminué après la crise de 2009. La situation économique s'est alors aggravée.

. La théorie de Malthus affirme une limite de croissance économique lorsque la population s'accroît. Il faut alors que la production suive le même rythme. Pourtant Madagascar a connu une croissance démographique énorme depuis ces 15 dernières années. C'est pourquoi les demandeurs ne rencontrent pas les offreurs de travail . En effet, il y a des valeurs ajoutées de premier ordre induites par l'industrie. Ce secteur répond en grande partie à la nécessité d'emplois pour les milliers de jeunes qui grossissent les rangs du marché de travail chaque année. Par ailleurs, la faible capacité productive prive de nombreuses régions des effets d'entraînement associé au développement industriel comme la création d'emplois et d'entreprises, l'attraction des investissements étrangers, la transformation du secteur informel, la diffusion des technologies et l'augmentation des exportations.

Actuellement, le nombre de la population vivant en ville qu'à la campagne est élevé. La théorie de Lewis sur le surplus de la main d'œuvre appuie cette situation. Il faut un transfert de la main d'œuvre venant des secteurs traditionnels vers les secteurs modernes. L'urbanisation croissante et la modernisation du mode de vie et de consommation créent ainsi des demandes accrues en produits transformés.

En effet, Schumpeter démontre dans sa théorie que le progrès industriel est porté par des innovateurs. La fabrication d'un bien nouveau est utile, donc pour Madagascar, la création d'une nouvelle matière première peut mener à ce développement industriel. Il faut alors une amélioration de l'agro-industrie.

Et aussi, La théorie de David Ricardo sur les rendements décroissants est vérifiée. Avec l'accroissement de la population, il convient d'augmenter aussi la production agricole. Or, les nouvelles terres sont de moins en moins productives et diminuent de plus en plus. Tout cela se solde par l'accroissement rapide de la valeur monétaire et commerciale de terre qui devient de plus en plus un bien marchand qui s'exploite et s'échange avec ou sans le consentement des autorités traditionnelles. Par conséquent, les ressources foncières malagasy considérées comme l'une de nos potentialités ne sont pas utilisées pour satisfaire les besoins de nos paysans, qui nourrissent la population. Malgré leur importance, ces derniers souffrent d'une difficulté d'accès aux moyens de production.

En plus de cette affirmation, Madagascar n'a que quelque partie pour cultiver ces produits agricoles. C'est pourquoi, Nurske a imposé la théorie sur la croissance équilibrée où chaque région ne devra pas dépendre des autres.

Hirschman montre dans sa théorie de la croissance équilibrée où il faut concentrer dans un secteur qui a un fort potentiel de croissance la grande part de développement. Les gouvernements ont l'obligation de rivaliser d'ingéniosité pour explorer de nouvelles options. Et ce, afin de mobiliser les ressources intérieures et de réduire l'exposition de leurs revenus à la volatilité des cours de produits de base. L'émergence d'un tissu industriel fort permettra de réduire ces déficits et surtout, de combler les retards accumulés depuis de décennies. C'est pourquoi, En effet, nous avons le talent nécessaire pour devenir des références dans ces volets sur le plan mondial.

Friedrich List confirme sur la théorie du protectionnisme éducateur ou la protection des industries naissantes. En effet, l'Etat peut aussi appliquer un système de protection pour les nouvelles industries contre les concurrents des produits étrangers. Toutefois, les effets d'entraînement futur, comportement des contribuables industriels, des mesures proposées par la LDIM tendent vers un gain significatif des finances de l'Etat.

Il faut que l'Etat soit inventif car l'élargissement fiscal doit accompagner la mise en place de la LDIM. Avec l'acheminement de ce dernier, le gouvernement se trouve sur le bon chemin. Cette loi aura le potentiel de sonner une véritable transformation révolutionnaire de l'économie du pays. Néanmoins, il faut avoir surtout de l'ambition et de la vitesse. Si vous laissez l'industrialisation au seul ministère chargé de l'industrie, c'est perdu d'avance. Concernant la part du budget de l'Etat dans la loi de finance 2018, l'exécution pour le MDISP ne représente que 0.7%, qui vaut à environ 3 343 000 000 Ariary selon la DGGFPE.

SECTION 2 : Par rapport au revue

En évaluant ces 21 revues cités au-dessus, on peut les regroupés en 4 grands groupes qui ont traité le même thème de mémoire sur l'industrialisation.

RAKOTONOMENJANAHARY J.D., ANDRIANAIVO J.F.T. et RAKOTOMALALA F.M. étudie leur mémoire, intitulé en général « Place de l'industrialisation dans le développement économique ». Ils ont évalué que ce secteur est une source de base de la production nationale par l'accroissement du PIB. D'où elle est la seule issue pour sortir du sous-développement. Nous pouvons affirmer que Madagascar est un pays sous industrialisé car la part du PIB de ce secteur est minime qui est à 15% seulement.

RAZAFINDRIANIAINA M. A. E., ANJARASOA F. H. , RALEFOMANANA N. ,ANDRIANARANARIVO H. A. S. , RANDRIANARIFIDY T. H. et RANAIVOSON V. étudient leur mémoire d'industrialisation en se focalisant sur “la stratégie d'industrialisation”. Ils ont constaté que Madagascar utilise des politiques qu'elle ne le maîtrise pas, comme l'import-substitution, les nationalisations, l'intégration nationale des facteurs de production. C'est pourquoi nous pouvons en déduire que le développement de l'agriculture ou l'approvisionnement des matières premières est une technique pour une source d'expansion industrielle.

RAKOTOZAFY R. J. R., RASOLOFOMANANA T. N. , RAKOTONDRAMALALA A. , RALITERA R. C. , RAJAOFERA H. N. T. , FETY W. C. , RAKOTOARIJAONA T. F. , RAMALAZAVELO M. N. et al et RANAIVOJAONA T. M. et al ont analysé le thème sur « l'industrialisation et le développement ». Ils ont remarqué que le secteur industriel génère des effets d'entrainements c'est-à-dire ce dernier crée de l'emploi et de la valeur ajouté. Cela induit alors à un développement économique. Nous affirmons qu'on a trouvé les mêmes résultats. C'est pourquoi il faut une structure institutionnelle adéquate pour l'application de la politique industrielle. Le secteur industrie a un rôle de moteur de la croissance économique.

RATSIMIALAVAHOAKA R. M., HANITRANOMENJANAHARY S. et RAKOTOARIVONONA S. K. traitent leur mémoire sur “les facteurs blocages de l’industrialisation” en constatant que l’Etat doit intervenir pour stabiliser la structure de l’économie du pays. En effet, la production industrielle est limitée par des difficultés depuis l’approvisionnement de l’industrie à la commercialisation. Ces résultats se montrent aussi dans nos recherches que l’Etat doit élaborer et mettre en œuvre un programme de mise à niveau institutionnelle pour appuyer le développement industriel.

CHAPITRE VI : LIMITES ET RECOMMANDATIONS

Pendant la réalisation de ce mémoire, il y avait eu plusieurs contraintes comme le manque de temps. Les séances d'encadrement avec les encadreurs se passaient en même temps que la préparation des examens. La saison pesteuse a posé aussi un grand problème car il a ralenti avec l'encadrement, nos recherches qu'on doit faire: les bibliothèques ont été fermé pendant 1 mois et plus. D'où les manques de livre et d'ouvrage économiques à mon mémoire se présentent. Il y a lieu de souligner aussi que les décentes dans des ministères aident à compléter nos données. Pourtant, la lenteur administrative a retardé cette visite car il a fallu attendre trois semaines pour avoir une lettre d'introduction.

Mais même en cas d'obtention de cette lettre, le ministère réclame encore beaucoup de procédures pour avoir des données envers ses capacités. J'ai dû frapper à toutes les portes de l'étage du ministère pour espérer recueillir les documents qui convient à mon mémoire.

Certes, chacun a ses fonctions et priorités mais notre Département pourrait faire des exceptions pour les lettres d'introduction en les vérifiant et signant plus vites pour que les étudiants ne traînent pas avec leur mémoire. Le MDISP pourrait aussi ouvrir un centre de documentation comme l'INSTAT pour faciliter les recherches d'information des étudiants.

CONCLUSION

L'industrialisation est un processus sur le long terme. Aucun pays industrialisé au monde n'a réalisé son processus d'industrialisation en moins de dix ans. L'adoption de la nouvelle politique industrielle de Madagascar fera entrer le pays dans une nouvelle ère industrielle qui capitalisera sur les erreurs du passé et qui tiendra compte des nouvelles opportunités qu'offre l'avenir. Nous en sommes convaincus, cela débouchera sur une structure industrielle malagasy forte, compétitive et intégrée.

Notre objectif tout au long de ce mémoire était de répondre à la problématique suivante : **Comment développer le secteur industriel malagasy?** Et on a proposé trois hypothèses pour répondre temporairement à cette problématique :

H₁ : par la transformation de la structure économique

H₂ : par le développement du secteur agricole

H₃ : par l'intervention de l'Etat

Pour répondre aux défis d'une transformation structurelle de l'économie, propice à une croissance économique plus inclusive, le pays a besoin de combiner sa politique de développement avec une politique de promotion de l'entrepreneuriat, notamment auprès des jeunes.

L'Etat joue un rôle primordial pour l'expansion de l'industrie, sa politique envers le secteur privé doit être un garant pour le développement de ce dernier. Avec une grande réforme l'agriculture peut aussi être un levier pour le développement et permet le développement des autres branches. L'insuffisance des capitaux pour s'investir n'est pas un problème pour s'industrialiser, l'attraction des IDE est une solution à condition que ces investissements apportent des retombés positives pour l'Etat et pour la population.

D'où l'hypothèse 2 et 3 sont vérifiées et le 3 est partiellement vérifiées.

La Grande île peut jouer son atout dans l'industrie régionale, continentale, voire mondiale, et assurer en partie son développement sur le secteur secondaire, en s'appuyant sur ses entrepreneurs, qui sont de plus en plus nombreux, et aussi les investissements directs étrangers, notamment les flux Sud-Sud. Madagascar peut atteindre son objectif tout en entamant la démarche verte. Les technologies sont variées et abordables. Le terrain a été préalablement défriché par les Occidentaux, les acteurs étatiques et industriels malagasy pourront surfer cette dynamique.

Au niveau de l'ensemble de l'économie, le secteur industriel exerce encore peu d'effet sur le PIB du pays car le poids du secteur dans ce dernier est le plus inférieur par rapport aux autres malgré une légère augmentation. La politique industrielle de Madagascar a toujours des effets positifs sur la croissance mais le problème réside au niveau de la répartition du revenu et la réalisation des objectifs de long terme. Les industries doit largement contribuée dans le développement de leur secteur pour résoudre ce problème. Quelles sont donc les politiques à appliquer pour mieux développer ce secteur industriel malagasy ?

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES ET MANUELS ECONOMIQUES

- BLANQUI A., (1848), *Des classes ouvrières en France*, édition 1849, p.155
- DOMARD E.D., (1957), *Essays in the Theory of Economic Growth*, Oxford University
- FISHER A., (1935), *The Clash of Progress and Security*
- GERSCHENKRON A., (1962), *Economic backwardness in historical perspective*
- HIRSCHMAN A., (1964), *The strategy of economic development*, Paris, Editions ouvrières.
- LIST F., (1831), *Idées sur les réformes économiques, commerciales et financières applicables à la France*, Paris, Revue encyclopédique
- MALTHUS T., (1796) *Essai sur le principe de population*, (réimpression, Cambridge Press, 1992)
- MARX K., (1867), *Le capital*, (Réimpression, Editions Sociales, 8 vol, 1978)
- NURSKE R., (1934), *The schematic representation of the structure of production*, reviews of economic studies
- PERROUX F., (1963), *L'Economie des jeunes nations*, *Tiers-Monde*, pp 287-290 PND 2015-2019
- SCHUMPETER, J. (1951), *Capitalisme, Socialisme et Démocratie*, Payot, édition française, p 106-107
- SMITH A., (1776) *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse des Nations*, Vol I et II (réimpression, GF–Flammarion, 1991)
- SOLOW R.M (1956), *A Contribution to the Theory of Economic Growth*, Quarterly Journal of Economics, vol 70, février, pp. 65-94.
- RICARDO D., (1817), *Principes de l'économie politique et de l'impôt*, (Réimpression, Champs-Flammarion, 1977)
- ROSTOW, W.W. (1961), *Les étapes de la croissance économique*, Ed. du Seuil, Paris.

ARTICLES ET REVUES

- M. Ramilisoa Ratoaveloson et O.D. Andriamahefaparany (2014), *Document de Politique Industrielle de Madagascar 2014*
- FES, (2013), *Des campagnes dans la chaîne globale d'approvisionnement de l'industrie textile, habillement et cuir* rédigé par Rado Ratobisaona, économiste, YLTPien- Octobre 2013, p.48

-FES, (2016), *Avons-nous cessé de produire ? Quel modèle de développement pour Madagascar* - Rapport de débats du Forum Développement Industriel du 23 septembre 2016, p. 22

-Politikà (2017) *Revue bimestrielle d'information et d'analyse*, N°06, Septembre-Octobre 2017, p.48

MEMOIRES

- ANDRIANAIVO J. F. T. (2015), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- ANJARASOA F. H. (2010), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- FETY W. C (2016), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- HANITRANOMENJAHARY S. (2016), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAJAOFERA H. N. T. (2016), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTOARIJAONA T. F. (2016), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTOARIVONONA S. K. (2017), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTOMALALA F. M. (2017), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTONDRAMALA A. (2013), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTONOMENJAHARY J. D. (2005), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAKOTOZAFY R. J. R. (2010), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RALEFOMANANA N. (2010), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RALITERA R. C. (2014), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie

- RAMALAZAVELO M. N. et al (2017), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RANAIVOJAONA T. M. et al (2017), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RANAIVOSON V. (2017), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RANDRIANARIFIDY T. H. (2016), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RASOLOFOMANANA T. N. (2010), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RATSIMIALAVAHOAKA R. M. (2013), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie
- RAZAFINDRIANIAINA M. A. E. (2009), Université Antananarivo, Faculté Droit, Economie, Gestion et Sociologie

RAPPORTS DES INSTITUTIONS ET ORGANISMES

- INSTAT, (2010), Enquête Périodique auprès des Ménages, 2010, p. 372
- INSTAT/DES/ (2008) MECI : Rapport économique et financier 2007-2008, Novembre 2008
- INSTAT/DES, (2017), Service du Répertoire National des Etablissements, Novembre 2017
- MEP, (2014), Déclaration de Politique Economique
- Recensement Agricole 2004/05, DSEC-MAEP

WEBOGRAPHIE

- <http://www.cnrtl.com> consulté le 29 novembre 2017 vers 9h
- <http://www.actonis.fr> consulté le 11 janvier 2018 vers 9h
- <http://www.ecoaustral.com> consulté le 03 décembre 2017 vers 9h

TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	i
SOMMAIRE	ii
LISTE DES TABLEAUX.....	iii
LISTE DES FIGURES	iv
LISTE DES ABREVIATIONS: SIGLES ET ACRONYMES	v
INTRODUCTION.....	1
PARTIE I : SOUBASSEMENTS THEORIQUES A L'INDUSTRIALISATION.....	1
CHAPITRE I : DEFINITIONS ET CONCEPTS SUR L'INDUSTRIALISATION	3
SECTION 1 : Quelques définitions	3
I.1.1. L'industrie.....	3
I.1.2. L'industrialisation	3
I.1.3. La consommation de masse	3
I.1.4. La destruction créatrice	4
I.1.5. Economie duale.....	4
SECTION 2 : Notion sur le développement	4
SECTION 3 : Origines.....	5
I.3.1. La division en trois (3) secteurs	5
I.3.2. La Révolution Industrielle	5
I.3.2.1. La première révolution du 1765.....	6
I.3.2.2. La seconde révolution industrielle du 1870	6
I.3.2.3. La troisième révolution industrielle du 1969	6
I.3.2.4. La quatrième révolution industrielle ou l'industrie 4.0.....	7
CHAPITRE II : REVUE DE LITTERATURE	8
CHAPITRE III: THEORIES RELATIVES SUR L'INDUSTRIALISATION	14
SECTION 1 : Les théories sur l'industrialisation	14
III.1.1. Schumpeter et le rôle de l'entrepreneur	14
III.1.2. La théorie du surplus de main d'œuvre de Lewis	15
III.1.3. La théorie de modernisation de Rostow	16
III.1.4. La théorie des industries naissantes	18
SECTION 2 : Les théories de la croissance	19
III.2.1. La division internationale d'Adam Smith (1776)	19
III.2.2. Le principe de population de Thomas Malthus (1796)	19

III.2.3. Les rendements décroissants de David Ricardo (1817)	19
III.2.4. L'accumulation du capital selon Marx (1844)	20
III.2.5. La croissance équilibrée de Nurske de (1934)	20
III.2.6. La croissance déséquilibrée d'Hirschman (1964)	20
III.2.7. Les modèles de croissance post-keynésiens.....	21
III.2.8. Le modèle néoclassique : l'approche de Solow (1956).....	22
PARTIE II : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'INDUSTRIE A MADAGASCAR	3
CHAPITRE IV : RESULTATS SUR L'INDUSTRIE	23
SECTION 1 : Etats de lieu de l'économie à Madagascar	23
I.1.1. Structure de l'économie	23
I.1.2. Performance économique Malagasy	25
SECTION 2 : Analyse de l'industrie malagasy	26
I.2.1. La répartition de l'industrie	26
I.2.2. Caractéristiques des branches	28
SECTION 3 : Industrie-agriculture.....	30
IV.3.1. Mise en place du PSAEP	30
IV.3.2. L'agriculture comme fournisseur de l'Industrie	31
SECTION 4 : Le rôle de l'Etat.....	33
IV.4.1. Notion de la politique industrielle.....	33
IV.4.2. Les mesures politiques	34
IV.4.2.1. Relance de l'industrie.....	34
IV.4.2.2. La gouvernance économique	35
IV.4.3. Application de la loi	35
CHAPITRE V : DISCUSSIONS	37
SECTION 1 : Par rapport aux théories	37
SECTION 2 : Par rapport au revue	39
CHAPITRE VI : LIMITES ET RECOMMANDATIONS.....	41
CONCLUSION	42
BIBLIOGRAPHIE	vii
TABLE DES MATIERES	x

Auteur : RANDRIANANDRASANA Gaël Samoëla Anjanala

Titre : Le processus du développement industriel malagasy

Nombre de pages : 42

Tableaux : 6

Figures : 2

Contacts : gaelanjanala@gmail.com / +(261) 32 76 027 60

Adresse : Lot IVO 152 Ankorondrano Ouest

RESUME ANALYTIQUE

L'industrie est l'activité humaine déployée pour la transformation des matières premières en des marchandises utiles à l'aide des facteurs de production. Et, l'industrialisation désigne tout processus d'extension et d'intensification des activités industrielles. Pour procéder à sa réalisation, des conditions préalables sont nécessaires. L'Etat doit mettre en place une politique industrielle qui consiste à aider les industries dans leur fonctionnement. La croissance économique, quant à elle, est l'augmentation du produit global en terme réel dans un pays. Toutefois, il ne faut oublier que l'agriculture est comme un fournisseur de l'industrie. Elle génère alors une source d'expansion industrielle. De ce fait, il existe un lien étroit entre l'industrialisation et la croissance économique vue que l'industrie a comme fonction principale la production des biens. L'activité industrielle contribue alors à la croissance économique en créant non seulement de la valeur ajoutée et de l'emploi, mais aussi en ayant des effets inducteurs sur les autres secteurs de l'économie et en étant source d'innovation technique.

Mots clés : industrie, industrialisation, facteur de production, valeur ajoutée, externalités, politique industrielle, révolution industrielle, croissance économique, innovation technologique, création d'emploi.

Encadreur: FANJAVA Rudy Karl i Bond